

REMERCIEMENTS

L'Enquête sur le secteur informel a été exécutée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques sous tutelle du Ministère des Finances et du budget. Elle a bénéficié l'appui technique et financier du Bureau International du Travail (BIT) et du Programme de Nations Unis pour le Développement (PNUD).

Cette opération d'envergure nationale qui vise à fournir des données détaillées et fiables sur la situation économique du pays surtout sur le secteur informel dans un contexte de crise de la pandémie de la COVID-19 . Elle est le résultat de l'engagement ferme du Gouvernement Comorien et de l'implication dévouée de l'assistance technique. Cette enquête a mobilisé d'importantes ressources tant matérielles qu'humaines et financières.

Je voudrais exprimer ma profonde gratitude à toutes les institutions et également à toutes les personnes impliquées de loin ou de près dans la réalisation de ce projet. Je voudrais remercier particulièrement :

- Le ministère des Finances et du Budget qui a œuvré pour la réussite du projet ;
- Les gouverneurs des îles autonomes ;
- Les partenaires techniques et financier, tels que le PNUD et le BIT pour leur dévouement à accompagner l'Union des Comores ;
- Les cadres de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques ;
- Les Experts internationaux notamment ceux du BIT Maria Payet ,Honoré pour leurs travaux remarquablement accomplis.
- Les Experts nationaux en particulier l'analyste statisticien et rédacteur de ce rapport Mr Hamidou Said Ounais et l'informaticien, Abdallah Abdoulhakim pour leurs riches analyses et des investigations faites.
- Les chefs d'unités de production qui ont voulu accepter nos agents de collecte et nous accorder leurs précieux temps pour répondre aux différentes questions.

Le Directeur Général de l'INSEED

MOHAMED ALI

PREFACE

L'économie comorienne, à l'instar des autres pays de la sous-région est caractérisée par une forte présence du secteur informel avec plus de 75% des emplois et une contribution au PIB de près de 32%. Malheureusement, l'économie informelle a un impact négatif sur le développement d'entreprises durables, sur les revenus publics et sur le champ d'action du gouvernement, notamment en ce qui concerne les politiques économiques, sociales et environnementales.

L'OIT même reconnaît que la forte incidence de l'économie informelle sous tous ses aspects constitue un défi majeur pour les droits des travailleurs, y compris les principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que pour la protection sociale et les conditions de travail décentes.

Conscient de cette situation, à la suite de la SCA2D, dans le PCE et le PDI, la transformation structurelle de l'économie comorienne est considérée comme un processus indispensable pour impulser l'Union des Comores dans la trajectoire de l'émergence d'ici 2030.

Le R204 (Recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015) invite donc les Membres à concevoir des stratégies cohérentes et intégrées pour faciliter le passage de l'économie informelle à l'économie formelle. Le R204 reconnaît la nécessité d'approches adaptées pour répondre à la diversité des situations et à la spécificité des circonstances nationales. Afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre des politiques, lois et règlements visant à faciliter la transition vers l'économie formelle, le R204 demande l'identification des caractéristiques, causes et circonstances de l'informalité et c'est ce que le projet actuel cherche à réaliser aux Comores.

La transition de l'importante économie informelle comorienne vers une économie formelle exige une bonne connaissance du secteur informel et de l'économie informelle. Cependant, on note que le pays manque de données régulières et récentes sur le secteur informel. La dernière étude sur l'emploi et le secteur informel a été menée en 2014. Il n'existe pas non plus de cadres politiques ou stratégiques visant l'économie informelle. Par conséquent, il n'y a pas d'actions ni de mesures concrètes pour faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

C'est ainsi que l'OIT et le PNUD ont convenu de conjuguer leurs efforts en appuyant techniquement et financièrement l'Union de Comores à travers l'INSEED pour pouvoir mener le diagnostic de l'économie informelle aux Comores sur la base de leur cadre de collaboration au niveau mondial. Dans ce cadre qui prendra également en compte les effets de la pandémie COVID-19.

- L'objectif général de l'enquête est de fournir une perspective représentative de l'informalité aux Comores. Une bonne compréhension des facteurs contribuant à l'informalité pour permettre de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et d'autres mesures pour soutenir la formalisation des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle.

La méthodologie adoptée pour l'enquête prend en compte l'emploi des individus et les UPI en s'inspirant fortement de la méthodologie des enquêtes de type 1-2-3. Elle comporte aussi les principaux éléments suivants : (i) le Plan de l'enquête mixte avec deux phases : la phase 1 qui est une enquête de type ménage sur l'emploi et consiste à identifier les unités de production du secteur informel, Cette phase fournit la base de sondage pour l'enquête des UPI lors de la phase 2. La phase 2 consiste à sélectionner un échantillon d'unités de production auxquelles on applique un questionnaire spécifique sur l'activité informelle. La population cible est l'ensemble des membres des ménages âgés de 10 ans ou plus sur l'ensemble du territoire.

Au nom du Gouvernement Comorien, je saisi l'occasion pour féliciter la structure d'exécution du projet (INSEED), pour leur détermination et leur dévouement, sans lesquels cette enquête n'aurait pas été possible.

Le Ministre de Finance, du Budget et du secteur bancaire

MZE ABOUDOU MOHAMED CHANFIOU

Certains indicateurs du marché du travail

Indicateurs sélectionnés	Masculin	Féminin	Urbain	Rural	Total
Population totale (nombre '000)	403 482	407 051	259 220	551 313	810 532
Population en âge de travailler (nombre '000)	240 949	252 033	166 681	326 300	492 982
Proportion de la population en âge de travailler dans la population total	59,7%	61,9%	64,3%	59,2%	60,8%
Taille de la main d'œuvre (nombre '000)	139 078	97 147	81 961	154 264	236 226
Proportion de la population active dans la population en âge de travailler	57,7%	38,5%	49,2%	47,3%	47,9%
Taille de la population occupée (nombre '000)	131 019	89 872	75 132	145 758	220 890
Nombre de la population occupée dans agriculture de subsistance, sylviculture et pêche	40 791	23 593	9 833	54 551	64 384
Proportion de la population occupée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche purement de subsistance	31,13%	26,25%	13,09%	37,43%	29,15%
Emploi					
Taille de la population occupée (nombre '000)	131 019	89 872	75 132	145 758	220 890
Ratio emploi-population (EPR)	54,4%	35,7%	45,1%	44,7%	44,8%
Jeune (15-34 ans) (EPR)	34,3%	25,0%	30,3%	29,1%	29,5%
Population active	77 091	85 415	56 304	106 202	162 506
Taille de la population active (nombre '000)	139 078	97 147	81 961	154 264	236 226
Taux de participation à la population active (LFPR)	57,7%	38,5%	49,2%	47,3%	47,9%
Jeune (15-34 ans) (LFPR)	38,8%	29,2%	36,3%	32,5%	33,8%
Statut dans l'emploi					
Employé rémunéré	55 802	21 571	35 741	41 632	77 373
Employeur	3 927	2 935	1 671	5 192	6 862
Travailleur à son propre compte	54 594	46 859	27 262	74 190	101 453
Travailleurs familiaux contributeurs	7 545	10 672	5 903	12 315	18 218

Travailleurs non classés par le statut	9 150	7 834	4 555	12 429	16 985
Total	131 019	89 872	75 132	145 758	220 890
Agriculture	40 791	23 593	9 833	54 551	64 384
Fabrication	6 506	11 561	6 354	11 713	18 067
Construction	16 041	322	5 427	10 937	16 363
Mines et carrières ; Approvisionnement en électricité, gaz et eau	3 122	929	2 199	1 852	4 051
Services marchands (Commerce ; Transport ; Hébergement et restauration ; et Services commerciaux et administratifs)	27 119	20 174	20 401	26 892	47 293
Services non marchands (administration publique ; services et activités communautaires, sociaux et autres)	33 247	29 604	29 733	33 118	62 851
Non classable par activité économique	4 192	3 690	1 185	6 696	7 881
Total	131 019	89 872	75 132	145 758	220 890
Gestionnaires, professionnels et techniciens	16 860	9 787	12 822	13 825	26 646
Employés de bureau, de service et de vente	23 674	26 590	23 027	27 237	50 265
Travailleurs agricoles et artisans qualifiés	57 800	29 303	18 105	68 999	87 103
Opérateurs d'installations et de machines et assembleurs	3 409	75	1 426	2 059	3 484
Professions élémentaires	8 600	6 145	4 701	10 045	14 746
Forces armées	3 543	129	1 514	2 159	3 672
Non classé ailleurs	17 131	17 842	13 538	21 435	34 974
Total					
Heures de travail habituelles hebdomadaires moyennes sur l'emploi principal	39,8	35,8	37,6	38,5	38,2
Revenus monétaires mensuels médians des personnes exerçant un emploi rémunéré à titre principal ('000)	80 000	75 000	75 000	75 000	75 000
Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total hors agriculture (pourcentage)	79,0	86,1	79,2	84,0	82,0

Proportion de jeunes (18-30 ans) dans l'emploi informel hors agriculture (pourcentage)	86,0	92,2	87,5	89,1	88,5
Sous-utilisation de la main-d'œuvre					
Taux de chômage (LU1)	5,8	7,5	8,3	5,5	6,5
Taux combiné de chômage et d'emploi sous-emploi (LU2)	9,7	11,4	13,3	8,8	10,4
Taux de chômage combiné et population active potentielle (LU3)	16,6	31,7	23,3	23,6	23,5
Sous-utilisation composite de la main-d'œuvre (LU4)	20,0	34,6	27,5	26,2	26,6
Proportion de la population en âge de travailler en dehors de la population active	42,3	61,5	50,8	52,7	52,1
Statut d'activité du jeune					
En emploi seulement	37 597	29 126	23 332	43 391	66 723
A l'école seulement	50 921	48 012	34 929	64 004	98 933
A la fois l'école et l'emploi	3 937	3 338	2 485	4 789	7 275
Ni en emploi ni en formation (NEET)	28 668	49 227	24 599	53 296	77 895
Total	121 123	129 703	85 345	165 481	250 826
Taux de chômage des jeunes (LU1)	11,6	14,2	16,7	10,5	12,8
Sous-utilisation composite de la main-d'œuvre des jeunes (LU4)	32,8	48,6	41,7	40,3	40,8
Enfants 5-17 ans					
Population ('000)	145 992	134 155	81 625	198 522	280 147
Proportion dans la population totale	36,2%	33,0%	31,5%	36,0%	34,6%
Proportion de travail des enfants - % du nombre total d'enfants	2,0%	1,3%	1,3%	1,8%	1,7%

SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD : Banque Africaine de Développement

BIT : Bureau International du Travail

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CA : Chiffre d’Affaire

CIST : Conférence Internationale des Statisticiens de Travail

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CUPI : Chef d’Unité de Production Informelle

DCPNE : Document Cadre de la Politique Nationale de l’Emploi

EBE : Excédent Brut d’Exploitation

EESIC : Enquête sur l’Emploi et le Secteur Informel aux Comores

INSEED : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques

KMF : Francs Comoriens

NIF : Numéro d’identification fiscale

OHADA :

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

RC : Registre du Commerce

SCA2D : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable

UPI : Unité de Production Informelle

VA : Valeur Ajoutée

PCE :

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES GRAPHIQUES

RESUME EXECUTIF

L'enquête sur l'économie informel vise à générer des données de haute qualité sur les indicateurs du marché du travail aux Comores conformément aux normes internationales en vigueur. Plus précisément, l'enquête doit fournir des informations sur la situation d'activité de la population ; fournir des mesures de la sous-utilisation, de la nature de l'emploi (qu'il soit formel ou informel), construire les indicateurs du marché du travail. Cette enquête a adopté la résolution de 2013 concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre de la 19e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) qui a apporté des ajustements importants à la mesure des statistiques de l'emploi et du chômage.

L'enquête sur l'économie informelle a estimé la population totale au Comores en 2021 à 810 000 personnes dont 50,2% des femmes et 49,8% des hommes. La population d'enfants âgés de 0 à 17 ans, représentaient 34,6 %. La population en âge de travailler (14-64 ans) est estimée près de 492 982 d'habitants, avec plus de femmes que d'hommes (51,1% et 48,9 % respectivement).

Environ 29,2% travaille uniquement dans l'agriculture de subsistance. La population occupée est d'environ 220 890 habitant, ce qui indique que le rapport emploi-population total (EPR) est d'environ 44 % avec une différence d'environ 19 points de pourcentage entre les proportions d'hommes et de femmes qui travaillent. La situation dans la profession a montré que Travail indépendant qui constitue les travailleurs à leur propre compte, les employeurs et les travailleurs familiaux contributeurs forment la majorité des salariés, avec une proportion de 57,3 %.

Les services marchands (Commerce ; Transport ; Hébergement et restauration ; et Services commerciaux et administratifs) et services non marchands (administration publique ; services et activités communautaires, sociaux et autres) fournissent 21,4 % et près de 29 % respectivement, tandis que la construction et la fabrication emploient environ 16 % et l'agriculture à elle seule emploi 29%. Par profession, la plupart des personnes sont employées comme travailleurs agricoles et artisans qualifiés (39,4 %), suivis des employés de bureau, de service et de vente (22,8 %). Les heures de travail habituelles hebdomadaires moyennes sur l'emploi principal est de 38h dont près de 40h pour les hommes et 36 heures pour les femmes.

Le revenu monétaire mensuels médians des personnes exerçant un emploi rémunéré à titre principal en espèces est de 75000 KMF dont 80000 kmf pour les hommes et 75 000 kmf pour les femmes.

L'emploi informel hors agriculture est de 82 % et la zone rurale présente la plus forte proportion d'emplois informels soit 84 %, contre 79,2 % pour la Zone urbaine.

La sous-utilisation de la main-d'œuvre se manifeste par un certain nombre de composantes. Cependant, la mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) qui est composée de la somme de la population en sous-emploi lié au temps, du chômage et de la population active potentielle en proportion de la population active étendue est près de 27 %. Les quatre composantes de la sous-utilisation comprennent : le taux de chômage au sens (SU1) qui est d'environ 7 % dont le taux de chômage des femmes (7 %) étant inférieur à celui de la population masculine (8 %) ; Le taux combiné de chômage et de personnes classées dans le sous-emploi lié au temps en tant que proportion de la population active (SU2) s'est avéré être près de 10,4%.

Lorsque le chômage et la main-d'œuvre potentielle sont combinés et exprimés en proportion de la population active élargie, le résultat est SU3 qui a été estimé à environ 24% dans tout le pays mais un peu élevé dans les zones rurales (23,6%) que dans les zones urbaines (23,3 %).

L'enquête a estimé la population active totale à environ 236 226 personnes, dont 58,9% pour les hommes et 41,1% pour les femmes. Le taux de participation global à la population active (LFPR) est près de 48%.

Environ 27 pour cent des jeunes (15-34 ans) sont employés avec plus d'hommes (56 pour cent) que de femmes (44 pour cent) dans l'emploi, dont seulement près de trois pour cent (3%) des jeunes combinant emploi et études. 31% des jeunes ne sont ni en emploi, ni en éducation ni en formation dont une très grande proportion sur la population féminine (63%) contre 36% pour la population masculine .

Le taux de chômage des jeunes 15-34 ans est près de 13 % tandis que le taux de sous-utilisation composite de la main-d'œuvre des jeunes (SU4) est d'environ 41%.

Comprendre les activités des enfants pendant le travail est essentiel pour la politique. L'enquête a estimé une population d'environ 280 147 d'enfants (âgés de 5 à 17 ans). Parmi ceux-ci, près de 2% est exclusivement engagés dans formes de travail des enfants – (% du nombre total d'enfants) dont 2% des garçons et 1,3% des filles .

INTRODUCTION

L'évaluation finale de la SCRP 2010-2014 faite en décembre 2013, a mis en évidence des données de suivi incomplètes, peu fiables et pas nécessairement disponibles, en raison des retards de financement et d'un appui insuffisant en termes de renforcement de capacités. Ainsi, la mise en œuvre de la SNDS 2010-2014 n'a pas pu répondre efficacement aux besoins de suivi et d'évaluation de la SCRP 2010-2014.

Le Gouvernement a adopté la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) couvrant la période 2015-2019, un cadre de développement à moyen terme pour jeter les bases de la réalisation de la vision des autorités qui est de « faire des Comores un pays émergent d'ici 2040, respectueux des droits de l'Homme, de l'égalité de genre et promouvant l'Etat de droit »

La réalisation des objectifs de la SCA2D 2015-2019 repose sur le dynamisme de tout le mécanisme de suivi de sa mise en œuvre sur la base de quatre piliers : (i) la production d'informations statistiques de qualité ; (ii) le fonctionnement régulier du dispositif institutionnel ; (iii) la production régulière des rapports annuels d'évaluation ; (iv) et le meilleur ciblage et la mesure des indicateurs.

Cependant, les faibles capacités statistiques persistantes posent un défi dans la mise en œuvre du SCA2D, qui nécessite un diagnostic statistique actualisé, la révision des orientations stratégiques et la définition d'un plan d'action cohérent pour répondre aux besoins de suivi et d'évaluation.

A l'instar des autres pays de la sous-région, l'économie des Comores est dominée par le secteur informel. Les emplois sont concentrés à plus de 75% dans les structures informelles. La transformation structurelle de cette l'économie est considérée comme un processus indispensable. La reformulation de la SNDS 2015-2019 alignée sur la période

couverte par la SCA2D devait permettre de faire face à ces faiblesses avec un SSN efficace favorable à des orientations stratégiques pour impulser l'Union des Comores dans la trajectoire de l'émergence d'ici 2030.

Par ailleurs, L'OIT reconnaît que la forte incidence de l'économie informelle sous tous ses aspects constitue un défi majeur pour les droits des travailleurs, y compris les principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que pour la protection sociale et les conditions de travail décentes. En outre, l'économie informelle a un impact négatif sur le développement d'entreprises durables, sur les revenus publics et sur le champ d'action des gouvernements, notamment en ce qui concerne les politiques économiques, sociales et environnementales. Le R204 (Recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015) invite donc les Membres à concevoir des stratégies cohérentes et intégrées pour faciliter le passage de l'économie informelle à l'économie formelle

Face à la situation de la COVID, le pays s'est doté d'un plan de riposte et parmi les mesures figurent le soutien au tissu économique afin de sauvegarder les emplois. Mais le pays manque de données régulières et récentes. La dernière étude complète sur l'emploi et le secteur informel a été menée en 2014. Des informations sur l'emploi et le secteur informel ont été appréhendées en 2020 lors de la réalisation de l'enquête pauvreté. Il n'existe pas non plus de cadres politiques ou stratégiques visant l'économie informelle. Par conséquent, il n'y a pas d'actions ni de mesures concrètes pour faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Les unités de production informelles ainsi que les travailleurs informels qui constituent la majorité des travailleurs sont alors laissés pour compte. Or, l'Agenda 2030 a fixé l'objectif de ne laisser personne de côté.

Le présent rapport traite le contexte et justification, les objectifs, la méthodologie et le cadre institutionnel et organisationnel de l'enquête. Il traite en outre l'étendue de l'emploi informel, la répartition respective des personnes occupants des emplois informels et formels, l'incidence de l'informalité parmi divers groupes, les conditions de travail et enfin les vulnérabilités contextuelles.

CHAPITRE I : Introduction

Ce chapitre présente le contexte et justification, les objectifs, la méthodologie et le cadre institutionnel et organisationnel de l'enquête

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1 Contexte mondial et régional

À l'échelle mondiale, les travailleurs agricoles sont ceux qui connaissent la plus forte incidence de pauvreté au travail et également les proportions les plus élevées d'emploi informel. Un quart des travailleurs engagés dans le secteur sont en situation d'extrême pauvreté, bien qu'ils jouent un rôle important dans les économies nationales.

L'économie informelle dans la région de la SADC contribue à hauteur de 32 % au PIB de la région. Elle représente plus de 90 % des nouveaux emplois créés et emploie environ 85 millions de personnes, soit 78,2 % de la population active dans la sous-région. Malgré la prévalence de l'informalité, les travailleurs de l'économie informelle travaillent en grande partie en dehors du cadre de la réglementation du travail, dans des conditions de travail dangereuses et insalubres, avec une protection sociale limitée, une faible productivité et de faibles revenus, entre autres défis, tout sauf un travail décent.

L'emploi vulnérable, mesuré par la proportion de travailleurs familiaux et de personnes travaillant à leur propre compte dans le total des emplois, est très élevé. Les données indiquent que les travailleurs rémunérés représentent moins de 50 % des personnes employées dans la SADC et que les femmes sont moins bien loties que les hommes, car elles sont davantage représentées en tant que travailleuses familiales, leur travail étant souvent moins bien rémunéré, à la maison et dans les zones rurales.

Le programme de la SADC pour le travail décent (2021-2025), adopté par les ministres en charge du travail et de l'emploi et les partenaires sociaux de la SADC, donne la priorité à la promotion du travail décent dans l'économie informelle. Il s'agit notamment de faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle par des politiques et des programmes appropriés.

Le programme de travail décent renouvelé donne aux États membres l'occasion de renforcer les étapes franchies jusqu'à présent, en alignant le programme sur plusieurs cadres de développement mondiaux, continentaux et régionaux, notamment :

- a) Le programme de développement durable pour 2030;
- b) Déclaration du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail ;
- c) l'Agenda 2015-2063 de l'Union africaine et son premier plan décennal de mise en œuvre 2013-23 ;
- d) Déclaration d'Abidjan de l'OIT sur le travail en Afrique ;

- e) la Vision 2050 de la SADC¹ et le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) de la CDAA (2020-2030) ; et
- f) Cadre pour l'emploi et le travail de la CDAA (2020-2030) ;
- g) Programme régional multidimensionnel de la SADC pour l'autonomisation économique des femmes (2020 - 2030)
- h) L'accord de Paris sur le changement climatique (2015)
- i) Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous (2015)
- j) Pacte mondial pour la migration et cadre politique pour l'Afrique et plan d'action sur la migration (2018-2030).

L'OIT reconnaît que la forte incidence de l'économie informelle sous tous ses aspects constitue un défi majeur pour les droits des travailleurs, y compris les principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que pour la protection sociale et les conditions de travail décentes. En outre, l'économie informelle a un impact négatif sur le développement d'entreprises durables, sur les revenus publics et sur le champ d'action des gouvernements, notamment en ce qui concerne les politiques économiques, sociales et environnementales.

La R204 (Recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015) invite donc les Membres à concevoir des stratégies cohérentes et intégrées pour faciliter le passage de l'économie informelle à l'économie formelle. La R204 reconnaît la nécessité d'approches adaptées pour répondre à la diversité des situations et à la spécificité des circonstances nationales. Afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre des politiques, lois et règlements visant à faciliter la transition vers l'économie formelle, la R204 demande l'identification des caractéristiques, causes et circonstances de l'informalité et c'est ce que le projet actuel a pu réaliser en Union de Comores.

1.2 Impacts de la Pandémie de la COVID-19

La région de la SADC n'a pas été épargnée par les effets et l'impact de la pandémie de la COVID-19. On estime qu'au moins 60 millions d'emplois dans la SADC ont été affectés par la réduction des heures de travail, les licenciements et l'inactivité générale au plus fort des mesures de confinement visant à contenir la propagation de la COVID-19. Les travailleurs les plus touchés ont été ceux de l'économie informelle qui constituent la majorité, représentant au moins 50 % des personnes employées dans plus de la moitié des États membres.

¹ SADC Vision 2050 – “A peaceful, inclusive, middle to high income industrialised region, where all citizens enjoy sustainable economic well-being, justice and freedom.”

Sur le Continent africain, cette pandémie amplifie également la vulnérabilité des femmes qui continuent à faire face à des vulnérabilités supplémentaires étant donné leur surreprésentation dans la pauvreté et les emplois précaires, et leur sous-représentation dans la formation et les professions hautement qualifiées. Il est important de noter aussi que les jeunes seront confrontés à des désavantages à long terme découlant des perturbations de l'apprentissage, qui ont sapé la progression scolaire et l'acquisition de compétences des jeunes.

1.3 Situation en Union de Comores

Depuis 2010, à la faveur du rétablissement de la stabilité politique, le pays a connu une reprise et une accélération de la croissance économique. En effet, le taux de croissance du PIB réel qui est de 1% en moyenne sur la période 2008-2009 est passé à 2,1% en 2010 et a augmenté régulièrement pour se situer à 3,5% en 2018. En 2019, le passage du Cyclone Kenneth et surtout la survenue de la Covid-19 en 2020 ont révélé la vulnérabilité économique du pays dont le taux de croissance a chuté à 2% en 2019. Selon l'INSEED, il devrait s'établir à 3,5% en 2022.

La croissance économique est tirée par l'agriculture et les services. Précisément, l'agriculture (31,6% du PIB) et occupe 80% environ de la population mais caractérisée par une très faible productivité². Avec un Revenu National Brut par habitant qui a atteint 1.320 dollars américains en 2018, les Comores se sont hissées parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

En définitive, les performances macro-économiques restent très limitées pour impulser le processus de transformation structurelle de l'économie comorienne qui est encore très lent en dépit des efforts accomplis par le gouvernement au cours des cinq dernières années. En effet, à la suite de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D), dans le PCE et le PDI, la transformation structurelle de l'économie comorienne est considérée comme un processus indispensable pour impulser l'Union des Comores dans la trajectoire de l'émergence d'ici 2030.

Ce processus devra se traduire par la réallocation de l'activité économique des secteurs à faible productivité tels que l'agriculture, la pêche, l'élevage vers des secteurs caractérisés par des taux de productivité élevés et à fortes valeurs ajoutées tels que les industries manufacturières et le secteur numérique. Grâce à l'accroissement de la productivité agricole, la part de l'emploi dans le secteur agricole devra connaître une forte baisse, et cette dynamique favorisera un important transfert de la main d'œuvre agricole disponible vers des secteurs à fortes productivités et valeurs ajoutées.

Parmi les défis majeurs figurent :

² SCA2D 2018-2021

Le faible niveau du capital humain : Les emplois sont concentrés à plus de 75% dans les structures informelles, notamment dans l'agriculture qui emploie 42% de la population active contre à peine 8% pour l'industrie. La main d'œuvre disponible est principalement absorbée par l'agriculture et les services. Ces secteurs sont caractérisés par une faible productivité et une quasi-absence de protection sociale.

L'impact de la COVID 19 sur l'économie comorienne : Selon, l'étude réalisée par le gouvernement avec l'appui du Système des Nations Unies, cette crise sanitaire mondiale a entraîné un ralentissement important de l'activité économique avec des effets divers. Le pays s'est doté d'un plan de riposte à la COVID et parmi les mesures figurent le soutien au tissu économique afin de sauvegarder les emplois. Mais le pays manque de données régulières et récentes. La dernière étude sur l'emploi et le secteur informel a été menée en 2014. Il n'existe pas non plus de cadres politiques ou stratégiques visant l'économie informelle. Par conséquent, il n'y a pas d'actions ni de mesures concrètes pour faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Les unités de production informelles ainsi que les travailleurs informels qui constituent la majorité des travailleurs sont laissés pour compte. Or, l'Agenda 2030 a fixé l'objectif de ne laisser personne de côté.

C'est ainsi que l'OIT et le PNUD ont convenu de conjuguer leurs efforts pour pouvoir mener le diagnostic de l'économie informelle aux Comores sur la base de leur cadre de collaboration au niveau mondial.

II **OBJECTIFS DE L'ENQUETE**

2.1 Objectif général

L'objectif général de l'enquête est de fournir une perspective représentative de l'informalité en Union de Comores. Une bonne compréhension des facteurs contribuant à l'informalité permettra de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et d'autres mesures pour soutenir la formalisation des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle.

2.2 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, elle permettra :

- 1) D'évaluer l'ampleur, les caractéristiques et la composition de l'emploi informel aux Comores ;
- 2) D'évaluer l'ampleur des déficits de travail décent ;

- 3) De fournir les déterminants de l'informalité au niveau micro, en prenant en compte des facteurs tels que le niveau d'éducation, la pauvreté, le degré d'inclusion sociale, économique ou financière. Cela inclut :
 - a) Identifier et caractériser les formes d'informalité qui prévalent dans l'économie du point de vue des travailleurs (qu'ils soient salariés ou indépendants) : évaluer les proportions respectives de l'emploi informel dans le secteur informel, dans le secteur formel et dans les ménages ;
 - b) Évaluer les caractéristiques (personnelles et liées à l'emploi) des travailleurs dans l'emploi informel et les caractéristiques de l'emploi dans le secteur informel ;
 - c) Identifier l'ampleur des déficits de travail décent des travailleurs dans l'emploi informel par rapport aux travailleurs dans l'emploi formel) ;
 - d) Identifier les facteurs qui peuvent faciliter ou devenir des contraintes à la formalisation des emplois et des entreprises.

- 4) De classer les unités de production informelle (UPI) en fonction de leur structure d'emploi, de leur capacité d'accumulation, de leur productivité et d'autres critères, en vue d'aller vers une imposition progressive afin de ne pas perturber le développement d'un secteur qui fournit une grande partie des emplois et des revenus du pays.

- 5) De mesurer et de caractériser les unités de production informelles et leurs niveaux de revenus. Il s'agira d'évaluer les sources de ressources fiscales qui pourraient être récupérées grâce à un éventuel système d'imposition adapté à l'informalité. Les données fournies devraient permettre d'identifier :
 - a) les types d'entreprises informelles qui sont les plus représentées dans le secteur informel et
 - b) les entreprises qui devront éventuellement être taxées selon les différentes catégories.

Pour mieux mesurer et mieux caractériser les unités de productions informelles et leurs niveaux de revenus, les informations suivantes doivent être produites :

- a) Caractéristiques informelles des unités économiques (sur la base des unités identifiées lors de la première phase de l'enquête) ;
- b) Les caractéristiques et l'organisation de l'entreprise (telles que l'activité, le lieu de travail, la source et le montant du capital initial et les défis) ;
- c) Emploi et rémunération: la taille de l'entreprise, la nature de l'emploi, le montant de la rémunération et les défis ;
- d) La valeur de la production et des ventes: montant et fluctuation, dépenses en matières premières et en stocks, et formation de capital ;
- e) L'environnement des entreprises ;
- f) Défis et opportunités ;
- g) Banques, services de microfinance et autres structures de soutien ;
- h) Utilisation des TIC
- i) Organisations et membres (associations professionnelles et autres formes d'organisations)

- j) Liens avec les administrations, y compris la connaissance et l'évaluation des procédures de formalisation
- 6) En outre, l'enquête doit permettre de faire des distinctions entre:
- a) les établissements de subsistance (unités qui exercent des activités indépendantes et qui n'ont pas la capacité de générer des bénéfices. Leurs activités sont de type familial et le travail est principalement effectué par une seule personne, éventuellement avec le soutien d'autres membres de la famille)
 - b) les établissements de simple accumulation (unités ayant une capacité très limitée de générer des excédents et d'utiliser la main-d'œuvre)
 - c) les établissements d'accumulation supérieure (unités ayant la capacité de générer un certain excédent, d'embaucher un nombre limité de travailleurs qualifiés et de payer des salaires inférieurs au salaire minimum)
 - d) les nouvelles entreprises de jeunes professionnels (dirigées par de jeunes professionnels et qui transitent automatiquement vers le formalisme)
 - e) les petites entreprises à faible niveau de productivité (ayant une capacité limitée à générer des revenus et utilisant très peu de main-d'œuvre qualifiée).
- 7) Les données générées doivent fournir un profil des travailleurs dans l'emploi informel, y compris ceux du secteur informel et des unités de production du secteur informel. Les résultats doivent être désagrégés selon les caractéristiques des travailleurs et des propriétaires d'entreprises (âge, sexe, zones rurales et urbaines) et les caractéristiques liées à l'emploi (secteur, profession, lieu de travail, taille de l'entreprise).
- 8) En outre, les données devraient permettre de comprendre l'expérience des groupes vulnérables de la société, tels que les jeunes, les femmes, les migrants et les personnes ayant une limitation fonctionnelle.

III. METHODOLOGIE

La méthodologie standard utilisée pour apprécier l'emploi dans le secteur informel est le couplage du recensement des unités de production informelles avec une enquête par sondage de ces unités. Bien qu'elle ait été expérimentée dans plusieurs pays, cette démarche a conduit à deux inconvénients majeurs. D'une part le recensement complet des unités de production informelle (UPI) est difficilement réalisable notamment pour celles ambulantes ou s'exerçant dans les ménages, d'autre part, le délai de traitement des données de ce recensement peut être trop long.

Pour pallier à ces insuffisances, le secteur informel a été pris en compte dans le cadre des enquêtes mixtes : enquête par sondage auprès des ménages suivie d'une enquête auprès des UPI.

La méthodologie adoptée ici prend en compte l'emploi des individus et les UPI. Elle s'inspire fortement de la méthodologie des enquêtes de type 1-2-3³ réalisées dans plusieurs pays de la sous-région, sans tenir compte de la dernière phase relative à la consommation et à la pauvreté des ménages

Cette technique consiste à sélectionner un échantillon d'unités de production auxquelles on applique un questionnaire spécifique sur l'activité informelle (phase 2) à partir d'informations tirées d'une enquête auprès des ménages, et portant sur l'activité des individus (phase 1).

La sélection des UPI ne pourra se faire qu'une fois la saisie de la première phase terminée afin de pouvoir disposer de la base de sondage pour le tirage des UPI. Selon le nombre UPI trouvé et selon les ressources disponibles, l'enquête auprès des UPI pourrait être exhaustive, ce qui apportera encore plus de précision aux résultats.

Pour chaque individu appartenant à la population active occupée (par exemple, tout individu ayant travaillé au moins une heure durant la semaine de référence, si l'on retient la définition du BIT), qui se déclare patron ou travailleur indépendant dans une unité satisfaisant la condition d'appartenance au secteur informel (critère de non enregistrement et/ou l'absence d'une comptabilité écrite) on applique le questionnaire sur l'unité informelle dont il a la charge.

Les principaux critères d'identification des UPI sont, l'absence de comptabilité écrite officielle et le non enregistrement. Dans ce cadre, le questionnaire adressé aux ménages (phase 1) doit comprendre des questions qui permettent de repérer ces UPI.

3.1 Plan de sondage

Pour atteindre les huit principaux objectifs spécifiques ci-dessus indiqués, Cette étude qui sera une enquête mixte se composera en deux phases :

³ La méthodologie 1-2-3 a été développée au début des années 90 et a été progressivement affinée en collaboration avec des équipes d'économistes et de statisticiens camerounais et malgaches, ainsi que des chercheurs de DIAL (développement, Institution et Analyse de Long terme).

- **La phase 1** est une enquête de type ménage sur l'emploi qui vise à fournir les principaux indicateurs pour décrire la situation du marché du travail pour les individus et les ménages. Elle permettra de répondre aux deux premiers objectifs spécifiques. Par ailleurs, elle constitue une base (filtre) pour l'enquête des UPI lors de la phase 2.

Elle consiste à identifier les unités de production du secteur informel. Pour ce faire, une enquête représentative des ménages doit être menée afin d'identifier ceux qui appartiennent au secteur informel et ceux qui ont un emploi informel (la première partie du questionnaire sera administrée à tous les ménages sélectionnés).

Les enquêtes auprès des ménages permettent de saisir l'ensemble des activités de chacun des membres que ces activités soient sédentaires, ambulantes ou exercées à domicile. L'enquête auprès des ménages est tout particulièrement appropriée en Afrique où l'économie est composée en grande partie de travailleurs à leur propre compte avec une proportion importante de travailleurs à domicile et de travailleurs ambulants difficilement couverts par le biais d'une enquête auprès des établissements.

Elles permettent également une bonne évaluation des pluriactivités des individus ce qu'une enquête auprès des établissements a du mal à saisir. Mais la principale limite d'une enquête ménage réside dans la difficulté pour les employés de fournir les informations permettant de définir le secteur informel ou des informations relatives aux caractéristiques de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. C'est pourquoi, pour fournir les principales caractéristiques économiques des UPI et identifier les contraintes et les besoins de celles-ci, le type d'enquête retenu sera une enquête auprès des UPI, phase 2 de l'enquête.

- **La phase 2**

La méthodologie adoptée ici prend en compte l'emploi des individus et des UPI. Elle s'inspire fortement de la méthodologie des enquêtes de type 1-2-3⁴ réalisées dans plusieurs pays de la sous - région, sans tenir compte de la dernière phase relative à la consommation et à la pauvreté des ménages.

Cette technique consiste à sélectionner un échantillon d'unités de production auxquelles on applique un questionnaire spécifique sur l'activité informelle (phase 2) à partir d'informations tirées d'une enquête auprès des ménages, et portant sur l'activité des individus (phase 1).

La sélection des UPI va se faire une fois la première terminée et qu'une base de sondage des UPI identifiés est disponible. .

Pour chaque individu appartenant à la population active occupée (par exemple, tout individu ayant travaillé au moins une heure durant la semaine de référence, selon les normes internationales), qui se déclare patron ou travailleur indépendant dans une unité satisfaisant la condition d'appartenance au secteur informel (critère de non enregistrement et/ou l'absence d'une comptabilité écrite) on applique le questionnaire sur l'unité informelle dont il a la charge.

Parmi les principaux critères d'identification des UPI on peut retenir l'absence de comptabilité écrite officielle et le non enregistrement de l'entreprise et/ou absence d'enregistrement des salariés de l'entreprise (15^{ème} CIST). Dans ce cadre, le questionnaire adressé aux ménages (phase 1) doit comprendre des questions qui permettent de repérer ces UPI.

Dans la deuxième phase, l'enquête recueillera des informations plus détaillées auprès des ménages identifiés comme faisant partie du secteur informel et de ceux identifiés comme occupant un emploi informel (la deuxième partie du questionnaire sera administrée uniquement aux ménages identifiés comme UPI

3.2 Population cible et champ de l'enquête

⁴ La méthodologie 1-2-3 a été développée au début des années 90 et a été progressivement affinée en collaboration avec des équipes d'économistes et de statisticiens camerounais et malgaches, ainsi que des chercheurs de DIAL (développement, Institution et Analyse de Long terme).

L'enquête sur l'économie informelle aux Comores (EEI) touche l'ensemble des membres du ménage, notamment ceux âgés de 10 ans ou plus qui feront l'objet d'investigation particulière. Elle concerne aussi les chefs des Unités de Production Informelles (UPI) qui auront été repérées lors de l'enquête auprès des ménages. Elle se déroulera au niveau de trois îles.

3.3 Stratégie d'échantillonnage

3.3.1 Unités d'échantillonnage

Phase 1 : le ménage est l'unité d'échantillonnage, l'unité de collecte pour un grand nombre de variables (notamment les informations sur la main d'œuvre, l'emploi, la sous-utilisation de la main d'œuvre, etc.). La définition du ménage varie d'un pays à l'autre, et quelquefois même d'une enquête à l'autre dans un même pays. La raison en est que les relations familiales en Afrique revêtent une grande complexité, impliquant les grands-parents, les cousins, les neveux, etc. La définition retenue ici est celle de l'INSEED utilisée lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2017 .

Phase 2 : l'unité de production informelle (UPI) ou entreprises du secteur informel est l'unité d'échantillonnage. Conformément à la résolution de la 15ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) de 1993, le secteur informel se définit comme « un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation opérant à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production.

Les relations d'emplois, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que des accords contractuels en bonne et due forme ». D'un point de vue statistique, le secteur informel est constitué d'un groupe d'unités économiques appartenant, en tant qu'entreprises individuelles, au secteur institutionnel des ménages, selon les définitions du système de comptabilité des Nations Unies. Ces unités de production informelles sont caractérisées par le non enregistrement, la non tenue d'une comptabilité écrite et formelle et la production des biens et des services marchands (totalement ou en partie).

3.3.2 Base de sondage

Phase 1 : Enquête ménage

Le quatrième Recensement Général de la Population et de l'habitat (RGPH4) de l'Union des Comores a été réalisé en octobre 2017. Ceci a permis à l'INSEED de disposer d'une base de données exhaustive des ménages (au sens du RGPH) structurée par Zone de Dénombrement et selon les critères de décentralisation en vigueur aux Comores (îles, préfecture, communes et Ville/village). Cette base de données a servi de base de sondage pour la phase 1 de l'enquête ou base de sondage au premier degré.

La base de sondage au 1er degré est constituée de la liste exhaustive des ZD issus des travaux de cartographie du dernier recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2017.

La base de sondage au 2ème degré est la liste exhaustive des ménages issue de la mise à jour des ZDs- échantillons.

L'EEIC aux Comores est conçue dans ses deux phases pour fournir des résultats représentatifs au niveau de chaque île et au niveau strates.

La méthode de sondage retenue pour la phase 1 (enquête emploi auprès des ménages) est réalisée sur la base d'un sondage aléatoire stratifié à deux degrés :

- Les unités primaires de sondage (UPS) sont constituées des zones de dénombrement (ZDs) issus du dernier recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2017 et mis à jour.
- Au niveau du deuxième degré, les unités secondaires sont les ménages issus des ZDs - échantillons.

Comme pour la plupart des enquêtes ménages, le plan de sondage avait prévu d'unités aréolaires, les Zones de dénombrement (ZDs) desquelles sont tirés des ménages à enquêter. En plus des avantages pratiques liés au contrôle et au transport, cette méthodologie d'échantillonnage à plusieurs degrés permet une mise à jour de la liste des ménages des ZDs échantillonnés. Si celle-ci est faite peu de temps avant le passage de l'équipe, le biais causé par l'omission de nouveaux ménages est presque éliminé Ce qui a été le cas de cette enquête.

Phase 2 : Enquête auprès des UPI

La base de sondage de l'enquête auprès des UPI, dérive de la phase 1. Elle est constituée de la liste des UPI, élaborée à partir des résultats de la phase 1. L'échantillon de cette phase est un modèle réduit de la population mère. Il a été donc tiré un sous échantillon (de ménages) qui devenu lui-même un échantillon "représentatif" de cette population de départ. Les UPI ont été repérées lorsqu'un individu, dans son emploi principal ou secondaire, dirige un établissement (i.e. qu'il est "patron" ou "à son propre compte") non enregistré et/ou qui ne tient pas de comptabilité et produisent des biens ou de services. Ainsi, les unités statistiques retenues pour la phase 2 constituent un échantillon représentatif de l'ensemble des UPI repérées dans la phase 1.

3.3.3 Stratification

Le critère de stratification retenu avec un objectif de précision locale pour cette enquête est le milieu de résidence, ce qui permet de séparer les ménages ruraux des ménages urbains dans chaque île.

Les résultats de l'enquête sont escomptés par île et par milieu de résidence (urbain, rural). Ainsi comme pour l'enquête pauvreté de 2019, au total, 7 strates d'échantillonnage sont définies pour améliorer la représentativité spatiale des indicateurs produits par l'enquête :

- 1- Moroni : La ville de Moroni constitue une strate,
- 2- Reste de Ngazidja Urbain : les zones urbaines de Ngazidja sauf Moroni forment une strate,
- 3- Reste de Ngazidja Rural : les zones rurales de Ngazidja forment une strate,
- 4- Ndzuwani Urbain : les zones urbaines de Ndzuwani forment une strate ;
- 5- Ndzuwani Rural : les zones rurales de Ndzuwani forment une strate,
- 6- Mwali Urbain : les zones urbaines de Mwali forment une strate
- 7- Mwali Rural : les zones rurales de Mwali forment une strate.

La répartition par strate des zones de dénombrement (ZDs) et des ménages issus du RGPH 2017 sont consignées dans le tableau 1 ci-dessous.

Taille de l'échantillon : La taille de l'échantillon a été déterminée en utilisant les techniques de tirage aléatoire stratifié à deux degrés qui utilisent des procédés standardisés d'allocation de l'échantillon entre strates. Le tirage des ZD à l'intérieur de chaque strate ou tirage au premier degré,

s'est effectué proportionnellement à la taille de chaque ZD. Le tirage des ménages dans chaque ZD est effectué de manière équiprobable.

Taille de l'échantillon.

Il s'agit de déterminer la taille n pour l'échantillon des ménages et garantir une précision souhaitable des estimations. L'indicateur clé retenu à partir de l'Enquête Harmonisée de Condition de Niveau de Vie de Ménage (EHCVM 2020) pour la détermination de la taille de l'échantillon est **le nombre des UPI possédé par les ménages**.

Ainsi la taille n de l'échantillon des ménages est déterminée par la formule ci-après :

$$n_h = \left[\sum_{h=1}^7 \left[\frac{t_{\alpha}^2 \times CV_h^2}{E^2} \right] [1 + \rho_h(m-1)](1+t) \right] \times \theta_h \text{ et } n = \sum_{h=1}^7 n_h$$

Où :

n_h : la taille de ménage de la strate h

$\theta_h = \frac{N_h \times S_h \times Def f_h}{\sum_{h=1}^7 (N_h \times S_h \times Def f_h)}$ Est l'Allocation optimale de Neman pour la strate h

CV_h : Coefficient de variation de le nombre moyen **des UPI** de la strate h

$Def f_h = \frac{1}{\sqrt{C_h}}$ avec C_h : le coût de réalisation de l'enquête sur un échantillon de taille n_h dans la strate h . ça se calcule automatiquement au niveau du logiciel stata (voir en annexe)

N_h : la population de la strate h en 2017 (RGPH de 2017)

S_h : l'écart type dans la strate h

$t_{\alpha}=1,96$: paramètre de la loi normale avec un niveau de confiance de 95%

$E=4\%$: marge d'erreur

$m=15$: le nombre de ménage fixé pris dans chaque ZD (ou grappe) dans l'enquête EHCVM

ρ_h : Coefficient de corrélation inter-classe, il mesure l'homogénéité au sein des ZD ou grappe, au niveau de la strate h .

$t=75,6\%$: taux de non réponse pour la sous base EHCVM2020 des ménages possédant des UPI par rapport à l'ensemble de ménage de l'échantillon de l'enquête EHCVM2020.

Le nombre des ZD par strate est obtenu par la formule : $ZD_h = \frac{n_h}{15}$ ($h=1$ à 7)

Avec ZD_h : nombre des ZD de la strate h .

15 étant le nombre de ménage fixé à prendre dans chaque ZD sélectionné pour espérer interviewer 12 ménage dans chaque strate (3 ménage de remplacement).

Choix de l'Allocation optimale de Neman

Parmi les Sept (7) allocations appliquées telles que : proportionnelle, racine-carrée, égale, Kish , optimale, markwardt c'est l'allocation optimal de Neman qui minimise l'erreur globale à 0,57% (cellule AF1 dans le tableau ci-dessous)

En appliquant cette formule, on trouve un échantillon de 5100 ménages qui correspond à 340ZD. En répartissant cet échantillon de façon optimal et en utilisant l'allocation optimale de Neman (power allocation) et sur la base de RGPH2017 (**voir tableau1**).

Tableau 1 : Répartition des ZDs et des ménages par Ile/Région et par milieu de résidence

Iles /Régions	Total ZD			Nombre de ménages sélectionnés		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
MORONI	32		32	480		480
RESTE NGAZIDJA (Grande Comores)	21	101	122	315	1515	1830
NDZUANI	54	113	167	810	1695	2505
MWALI	12	7	19	180	105	285
Total	119	221	340	1785	3315	5100

La deuxième phase

L'objectif retenu est d'enquêter le nombre des UPI dans chaque île lors de la phase 2. Lorsque l'effectif des UPI est le même que celui prévu, on procède à l'enquête de toute les UPI. Il s'agit donc dans ce cas d'un recensement et le coefficient d'extrapolation pour une UPI donnée est celui de la première phase pour le ménage auquel appartient le chef de cette UPI.

Dans le cas où l'effectif des UPI est supérieur à celui prévu, il convient de procéder à un tirage de l'échantillon des UPI à enquêter. Le coefficient d'extrapolation est donné par l'inverse du produit de la probabilité de tirer le ménage auquel appartient le chef de l'UPI et de la probabilité de tirer l'UPI lors de la phase 2. Le tirage des UPI lors de la phase 2 suppose une stratification basée sur les branches d'activité et le statut d'occupation.

Le troisième cas de figure est celui où l'effectif des UPI recherché ou prévu n'est pas atteint : la précision des estimateurs n'est plus très bonne. Dans ce cas, on essaie de retrouver les UPI par le biais de leur membres (tels que les salariés, les apprentis, les aides familiaux, etc.) et non par le biais de leur chef, afin d'augmenter l'effectif des UPI et d'approcher le seuil des n UPI. Dans ce cas, le coefficient d'extrapolation est obtenu par le rapport du coefficient d'extrapolation de la première phase et l'effectif des membres de l'UPI. Il est à noter que dans le cas où le nombre des UPI supplémentaires est élevé, on fera recours à une stratification selon la branche d'activité.

L'enquête EHCVM 2020 estime un ratio d'informalité de 1,1.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon de la phase 2 par strate

Strate	Taille de l'échantillon Phase 1	Ratio d'informalité	Nombre d'UPI espérées en phase 2
Ile ou Régions			
MORONI	480	1,1	529
RESTE NGAZIDJA	1830	1,1	2090
NDZOUANI	2505	1,2	2944
MWALI	285	1,1	324
Milieu de résidence			
Urbain	119	1,1	139

Rural	221	1,2	249
Ensemble	5100		5887

3.4 Documents techniques

Parmi les documents techniques, les questionnaires (la fiche ménage, le questionnaire individuel et le questionnaire de la phase 2 portant sur les UPI seront annexés à ce rapport.

3.4.1 Questionnaires

Phase 1 : Enquête- ménage emploi

Lors de la première phase, deux types de questionnaires sont administrés :

- Un questionnaire ménage,
- un questionnaire individuel.

Le questionnaire ménage permet de recenser de manière exhaustive l'ensemble des membres des ménages de l'échantillon, et d'obtenir, pour chacun, une description de ses principales caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, nationalité, scolarité, migration, etc.). L'ensemble des individus âgés de 10 ans ou plus identifiés par la fiche ménage constitue la population cible (10 ans afin de ne pas omettre le travail des enfants). Ils font ensuite l'objet du questionnaire individuel qui mesure leur degré d'engagement sur le marché du travail.

Phase 1 : le questionnaire ménage comporte 4 modules

le questionnaire individuel comporte 10 modules

Phase 2 : L'enquête auprès des UPI a un questionnaire composé de 17 modules (détail du questionnaire en annexe).

3.4.2 Manuels d'instruction et autres documents techniques

Pour répondre aux différents types de questionnement et méthodologies d'administration des questions, des manuels d'instruction seront élaborés lors de la phase préparatoire de l'enquête à l'endroit des enquêteurs, contrôleurs, agents de saisie et des autres catégories de personnel de terrain, pour être utilisés comme support de cours pendant la formation et serviront par la suite de guide au cours de la collecte des données. Ces manuels comprennent les différents modules des questionnaires, la méthode de collecte et de réalisation de l'interview. Ils renferment aussi les principaux aspects de la méthodologie et les différents concepts utilisés.

3.5 Organisation de la collecte

L'obtention de données fiables requiert une bonne organisation de l'opération de collecte, qui doit être menée avec le plus grand soin. Il s'agit d'abord de procéder au recrutement et à la formation d'un personnel compétent et ensuite d'adopter une stratégie efficace pour l'identification et le dénombrement des ménages ainsi que le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux sur le terrain.

3.5.1 Recrutement et formation du personnel de collecte

Les candidats sont recrutés en priorité parmi les diplômés chômeurs inscrits au niveau des services publics d'emploi, des services de placements. Au cours de la première phase, ils ont bénéficié d'une formation théorique et pratique de 15 jours portant essentiellement sur les concepts, le remplissage des questionnaires, l'utilisation des tablettes, la méthode de tirage au second degré. A l'issue de cette formation, un test écrit est organisé et les meilleurs ont été retenus. L'INSEED ayant une expérience en matière de réalisation d'enquête en fait une de ses premières activités préparatoires.

Au cours de la seconde phase, les enquêteurs sont sélectionnés parmi les meilleurs ayant travaillé au cours de la première phase de l'enquête. Ils ont bénéficié d'une formation de 10 jours à l'issue de laquelle un test de sélection est établi.

3.5.2 Enquête pilote

Avant de lancer la collecte proprement dite, une enquête pilote est organisée. Elle a pour objectif de tester le dispositif méthodologique et a permis de s'assurer que les modules de formation ont été bien assimilés. Des ajustements éventuels ont été faits à la lumière des résultats de cette enquête et l'implémentation finale du questionnaire dans les smartphone a été fait .

3.5.3 Dénombrement et identification des ménages

Au niveau de chaque Zone de dénombrement tiré, on doit procéder au dénombrement des ménages résidants et leur affecter un numéro de manière à pouvoir retrouver facilement ceux retenus dans l'échantillon de la seconde phase de l'enquête.

En milieu urbain, l'opération consiste à compter les ménages résidants dans chaque district et à préciser, sur un schéma reprenant l'ensemble des logements, le sens de la numérotation adopté, en isolant les différents bâtiments. Face aux constructions anarchiques et à l'absence de voiries dans certains quartiers des agglomérations qui font l'objet de l'enquête, cet exercice peut devenir plus ardu.

Les données recueillies permettent de dresser une fiche pour chaque ZD qui comprend : le nom du responsable de l'enquête (superviseur), le numéro de la strate (éventuellement), le numéro du district, le nombre de ménages dénombrés et le schéma du district. Sur la base de cette liste des ménages de chaque DR, un tirage de 20 ménages sera effectué. Ces ménages seront par la suite enquêtés sur la base du questionnaire approprié.

3.5.4 Finalisation des documents techniques de l'enquête

Sur la base des résultats de l'enquête pilote en matière d'organisation et des commentaires des enquêteurs sur les documents techniques (questionnaires et manuels de l'enquêteur et du contrôleur) les documents techniques de l'enquête seront finalisés. Ces documents seront ensuite imprimés en nombre suffisant pour l'enquête principale.

3.5.5 Réalisation de l'enquête principale

Pour la première phase, la collecte des données est exécutée sur une période de ---- mois par un personnel composé de --- enquêteurs et ---- chefs d'équipes en plus des coordinateurs régionaux et des superviseurs. Chaque équipe est composée de trois agents et d'un chef d'équipe. Chaque équipe effectue le dénombrement (mise à jour des ZD et liste des ménages), le tirage de l'échantillon et la collecte des données au sein d'un ZD en trois jours (cette partie sera une fois plus d'information sur la taille de l'échantillon, le budget).

La deuxième phase est réalisée par le même nombre d'équipes mais sur une période d'un mois seulement. Elle débute après l'accomplissement total de la saisie des données de la première phase. Elle concerne les UPI qui auront été identifiées au cours de la première phase.

3.6 Traitement et analyse des données

L'utilisation des tablettes permettra d'avoir plus rapidement les résultats de la phase 1 permettant de disposer de la base de données de la phase 2. Le processus d'apurement sera conduit selon les étapes habituelles (vérification des questionnaires, test de cohérence, traitement de non réponses, tabulation et tests préliminaires de fiabilité, etc.) afin de pouvoir apprécier la qualité des données et réduire le taux d'erreurs. Le nettoyage du fichier sera réalisé grâce aux logiciels qui seront déterminés par le responsable informaticien de l'enquête.

L'analyse et la production du rapport principal seront précédées de la finalisation du plan de tabulation et d'analyse. Le rapport ainsi produit fera l'objet de présentation au cours d'un séminaire de restitution suivi d'un atelier de dissémination des résultats.

CHAPITRE II : L'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL

Le travail est l'un des facteurs de production de biens et services destinés au marché, et selon la structure de l'économie comorienne, les unités de productions informelles jouent un rôle important dans le tissu économique et social national. Ce chapitre étudie l'emploi dans le secteur informel autrement dit la force de travail possédée par les UPI. Il montre l'étendue de l'emploi informel d'une façon générale. Spécifiquement, il sera question de mettre en lumière l'emploi principal informel par rapport à l'emploi total, par activité économique et par sexe (effectif), l'emploi informel par rapport à l'emploi total, par activité économique et par sexe, le nombre de personnes dans les entreprises marchandes informelles des ménages par rapport à l'emploi total, par activité économique et par sexe (effectifs) et enfin, l'emploi dans les entreprises marchandes informelles des ménages par rapport à l'emploi total, par activité économique et sexe (%). Il est normal qu'un chapitre soit consacré pour étudier ce facteur dans le secteur informel.

I - Étendue de l'emploi informel

Une concentration des emplois principaux informels dans les secteurs services et agriculture. Le nombre pondéré des Unités de Production Informelles (UPI) en 2022 est de 166 701 soit une hausse de 157% par rapport à 2014. En 2022, les UPI emploient globalement 220 890 personnes, soit une hausse de plus de 60% par rapport à 2014 et une moyenne de 1,3 travailleurs par unité de production informelle. Les secteurs qui enregistrent une intensité élevée des emplois principaux informels sont le secteur des services (84040 personne) et l'agriculture (63 908 personnes). Cette tendance reste inchangé au niveau du sexe, en effet, les hommes et les femmes ont des emplois principaux informels dans les services et l'agriculture que dans d'autres secteurs.

Tableau 1 - Nombre de personnes ayant un emploi principal informel par rapport à l'emploi total, par activité économique par sexe (effectif)

		Agriculture	Industrie	Services	Autres	Total	Hors agriculture
Total	Emploi informel	63908	36415	84040	7881	192245	128336
	Emploi formel	476	2066	26104	0	28646	28170
	Total	64384	38482	110144	7881	220890	156507
Hommes	Emploi informel	40419	24019	43056	4192	111686	71267
	Emploi formel	372	1650	17311	0	19333	18961
	Total	40791	25670	60367	4192	131019	90228
Femmes	Emploi informel	23489	12396	40984	3690	80559	57070
	Emploi formel	104	416	8793	0	9313	9209
	Total	23593	12812	49777	3690	89872	66279

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

L'emploi informel représente 87% des emplois total du pays en 2022. Par rapport aux secteurs d'activité, plus de 95% des emplois dans l'agriculture et dans l'industrie sont informels. Selon le sexe, presque des hommes (plus de 94%) et les femmes (plus 97%) des femmes qui travaillent dans ces

secteurs ont des emplois informels. Les tendances globales cachent donc assez mal des spécificités qui apparaissent plus évidentes quand on examine la répartition des emplois informel suivant les secteurs.

Tableau.2 Pourcentage de l'emploi informel par rapport à l'emploi total, par activité économique et sexe (ODD 8.3.1) (%)

		Agriculture	Industrie	Services	Autres	Total	Hors agriculture
Total	Emploi informel	99,3	94,6	76,3	100,0	87,0	82,0
	Emploi formel	0,7	5,4	23,7	0,0	13,0	18,0
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes	Emploi informel	99,1	93,6	71,3	100,0	85,2	79,0
	Emploi formel	0,9	6,4	28,7		14,8	21,0
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes	Emploi informel	99,6	96,8	82,3	100,0	89,6	86,1
	Emploi formel	0,4	3,2	17,7	0,0	10,4	13,9
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

L'emploi dans les entreprises marchandes informelles des ménages représente près 14% par rapport aux emplois total , qu'il soit formel ou informel .Cette tendance globale se poursuit au niveau des secteurs d'activités où les personnes travaillant dans les entreprises marchandes des ménages dans le secteur représentent près de 13% au niveau de l'agriculture ,19% dans l'industrie et près de 14% dans les services .

Tableau.3 Pourcentage de l'emploi dans les entreprises marchandes informelles des ménages par rapport à l'emploi total, par activité économique et sexe (%)

		Agriculture	Inudstrie	Services	Autres	Total	Hors agriculture
Total	Secteur informel	86,0	66,1	36,9	100,0	58,5	47,3
	Secteur formel	1,5	14,6	49,6	0,0	27,7	38,5
	Ménages	12,5	19,2	13,5	0,0	13,7	14,3
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes	Secteur informel	85,5	59,6	32,9	100,0	56,6	43,6
	Secteur formel	1,9	19,6	59,0		31,6	45,0
	Ménages	12,6	20,8	8,2		11,8	11,4
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes	Secteur informel	86,8	79,3	41,8	100,0	61,3	52,3
	Secteur formel	0,8	4,6	38,2	0,0	22,0	29,6
	Ménages	12,4	16,1	20,0	0,0	16,7	18,2
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

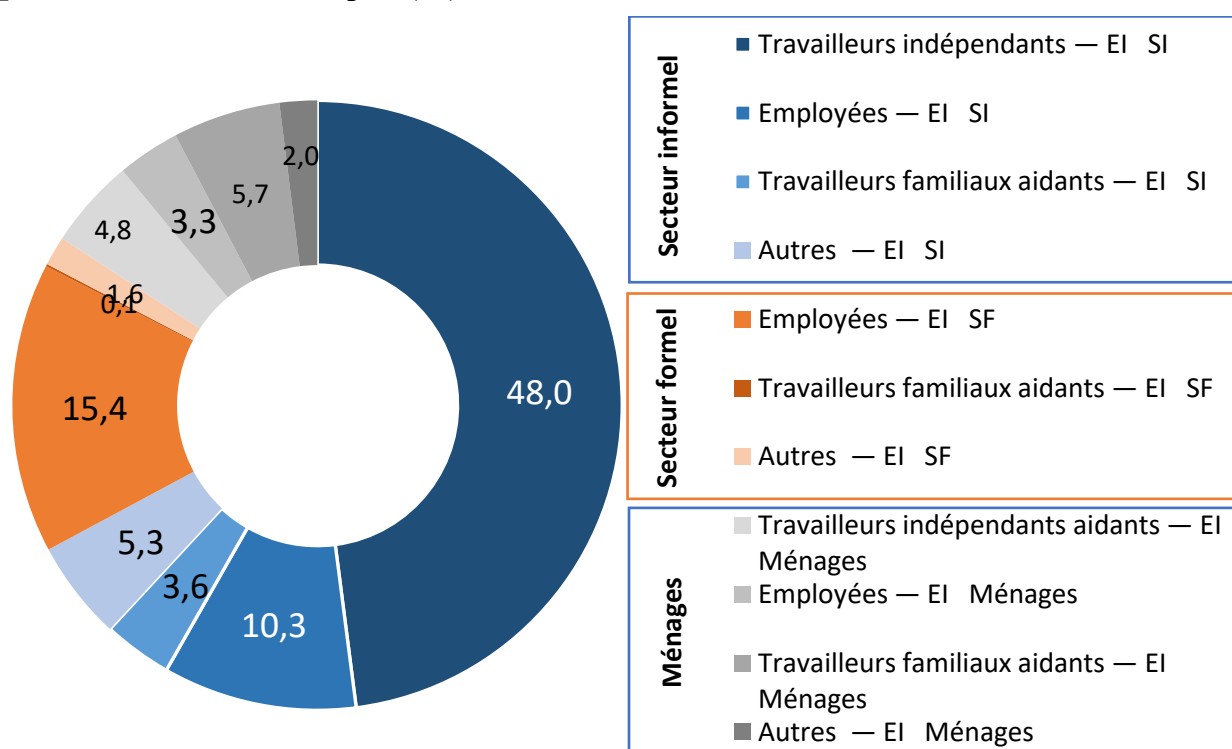
Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

II. Composition par type d'unité de production et statut dans l'emploi

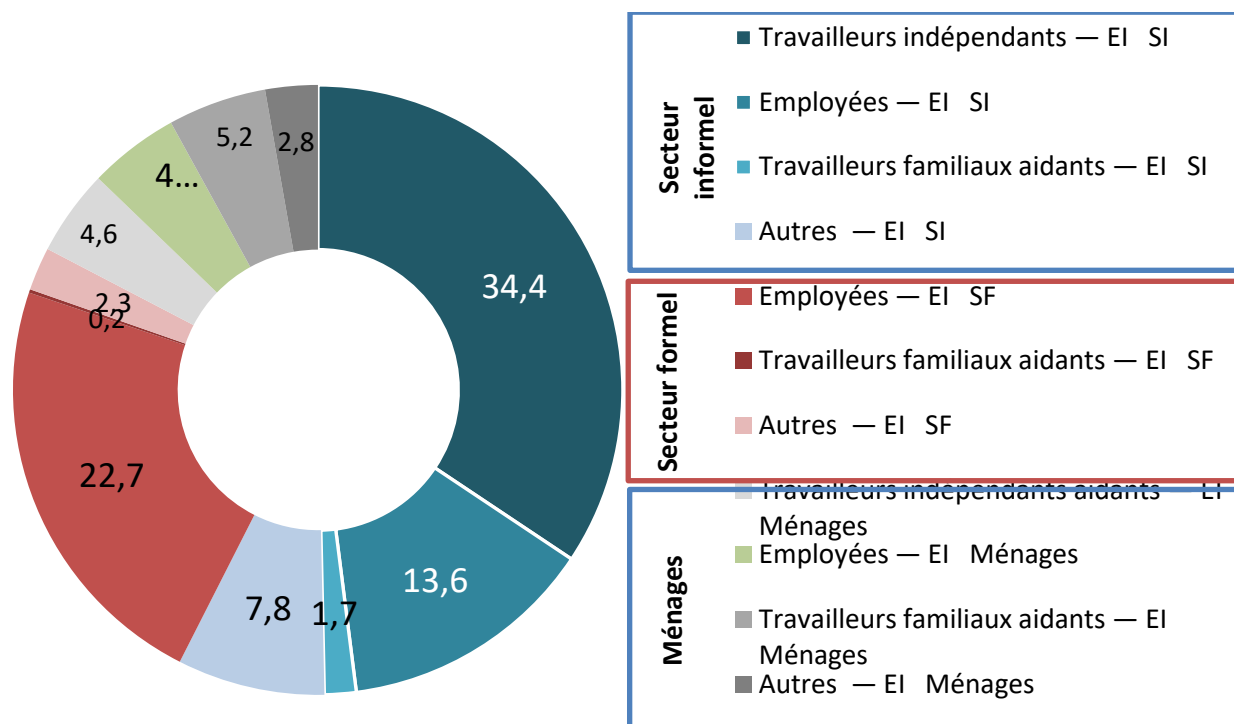
Cette partie fournit des informations sur la composition de l'emploi informel afin d'identifier les travailleurs les plus représentés dans l'emploi informel pour différentes catégories de travailleur.

En incluant le secteur de l'agriculture, on constate qu'en 2022, les unités de productions aux Comores génèrent 192 245 emplois informels alors que en l'excluant ces unités génèrent 128336 emplois informels. Ceci prouve le poids des emplois agricoles dans les emplois informels. De plus, il apparaît que en incluant l'agriculture, les emplois informels est en grande partie constitué de près de 50% des personnes travaillant en tant que « Travailleurs à leur compte » dont près de 45% des hommes et peu plus 55% des femmes. Environ 3% de personnes ayant des emplois informels travaillent en tant qu'employeur et 29% comme employés. Les emplois informels sont représentés à 58% des emplois masculins et 41% féminins .

Figure1 : Répartition des personnes ayant un emploi principal informel par type d'unité de production et statut d'emploi (%) ; INCLUANT L'AGRICULTURE



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

Figure2 : Répartition des personnes ayant un emploi principal informel par type d'unité de production et

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

« L'emploi informel représente de nos jours une part importante de l'emploi. Il comprend les personnes dans l'emploi qui, selon la loi ou dans la pratique, ne sont pas assujettis à la législation du travail ni à l'impôt sur le revenu, et qui ne bénéficient pas de protection sociale ni de prestations liées à l'emploi. L'emploi informel se trouve à la fois dans le secteur informel et dans le secteur formel de l'économie. Dans la plupart des pays en développement, les travailleurs qui ont un emploi informel sont plus nombreux que ceux qui ont un emploi formel. Les estimations montrent que l'emploi informel représente plus de la moitié des emplois non agricoles dans la plupart des pays en développement, les travailleurs qui ont un emploi informel sont plus nombreux que ceux qui ont un emploi formel »⁵

L'économie comorienne n'échappe pas à cette règle du comportement des emplois informel dans les pays en développement. Selon le tableau4 ci-dessous les emplois informels représentent 87% des emplois total du pays dont 43% des personnes travaillent en tant que « Travailleurs à leur compte », environs 25% travaillent comme employés et seulement près de 3% exercent en tant que employeurs.

⁵ Mesurer l'informalité : manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel / Bureau international du Travail. - Genève: BIT, 2013, page 22.

Selon le sexe , on constate que parmi les hommes en emplois , environs 42% ont un statuts en emplois en tant que « Travailleurs à leur compte » alors ce chiffre est de 52% chez les femmes .

Tableau4 . Répartition des personnes ayant un emploi principal informel par type d'unité de production (secteur informel, secteur formel, secteur communautaire à usage propre du ménage) et statut dans l'emploi et le sexe

		Emploi informel	Emploi formel	Emploi secteur informel	Emploi secteur formel	Emploi secteur communautaire à usage propre du ménage	Total
Statut dans l'emploi		informel	formel	informel	formel	communautaire à usage propre du ménage	Total
Total	Employés	9,0	13,4	2,9	0,1	9,7	35,0
	Employeurs	2,5	0,0	0,3	0,0	0,2	3,1
	Travailleurs à leur compte	39,2	0,0	3,8	0,0	2,9	45,9
	Travailleurs familiaux aidants	3,2	0,1	5,0	0,0	0,0	8,2
	Autres	4,6	1,4	1,7	0,0	0,0	7,7
							100,
	Total	58,5	14,8	13,7	0,1	12,9	0
Hommes	Employés	12,1	15,7	3,7	0,1	11,0	42,6
	Employeurs	2,4	0,0	0,3	0,0	0,2	3,0
	Travailleurs à leur compte	35,0	0,0	3,2	0,0	3,4	41,7
	Travailleurs familiaux aidants	2,6	0,0	3,2	0,0	0,0	5,8
	Autres	4,3	1,2	1,4	0,0	0,0	7,0
							100,
	Total	56,5	17,0	11,8	0,1	14,7	0
Femmes	Employés	4,3	10,0	1,7	0,1	7,8	24,0
	Employeurs	2,7	0,0	0,3	0,0	0,3	3,3

Travailleurs à leur compte	45,3	0,0	4,7	0,0	2,2	0,0	52,1
Travailleurs familiaux	4,1	0,2	7,6	0,0	0,0	0,0	11,9
Autres	4,9	1,5	2,2	0,0	0,0	0,0	8,7
							100,
Total	61,3	11,8	16,6	0,1	10,3	0,0	0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

II-B Composition de l'emploi informel et formel par caractéristiques sociodémographiques

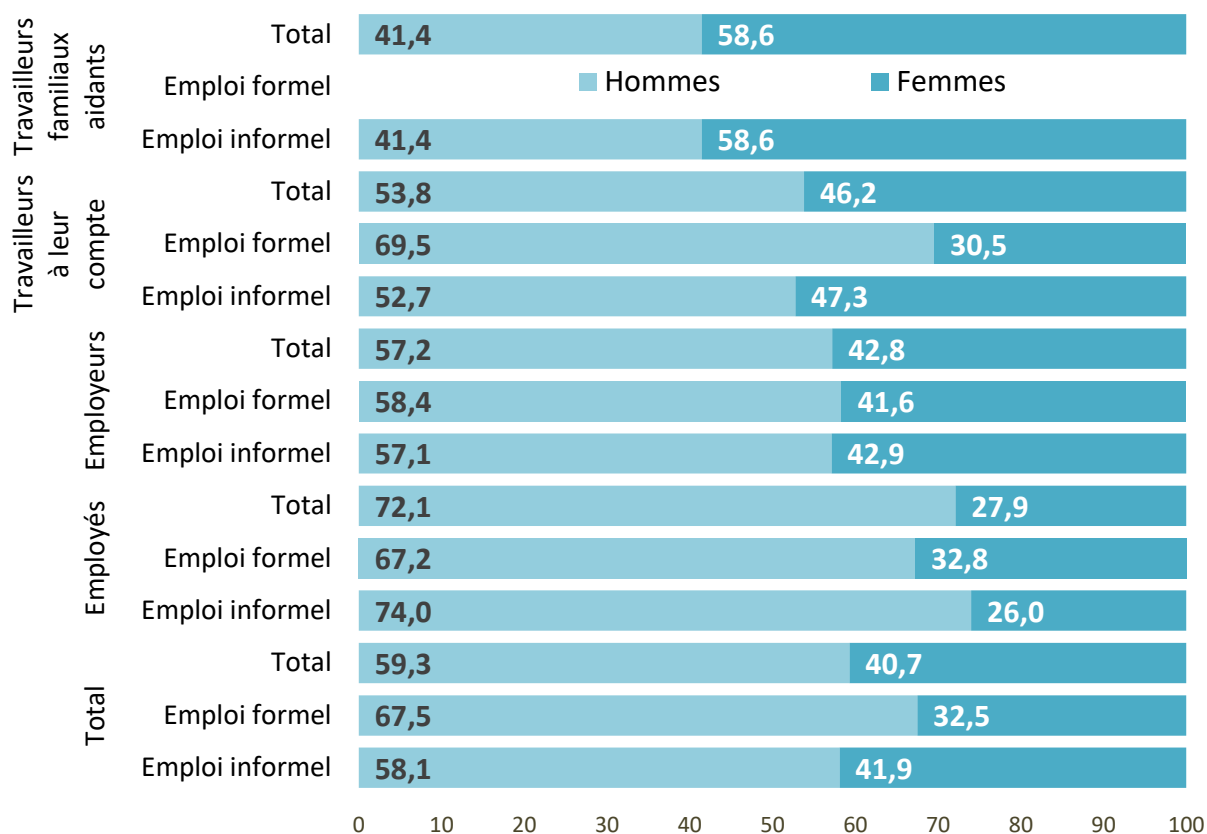
Cette partie examine les catégories de personnes les plus représentées dans l'emploi informel et formel ainsi que la répartition des personnes occupées ayant un emploi principal informel et un emploi principal formel par rapport aux caractéristiques sociodémographiques tels que le groupe d'âge, le niveau d'éducation le plus élevé, la zone de résidence (urbaine/rurale), la région géographique.

Selon la figure IIb1 ci-dessous, 59,3% des emplois total du pays sont occupés par des hommes dont 58,1% sont des emplois informels et 67,5% des emplois formels contre 32,5% des emplois formel et près de 42% des emplois informels détenus par des femmes sur un total de près de 41% des emplois occupés par des femmes dans le pays .

Cette tendance reste le même dans tous les statuts de l'emploi où les hommes occupent la majorité des emplois qu'ils soient formels ou informels.

Cependant, dans le statut de l'emploi « Travailleurs familiaux aidants » tous les emplois sont informels et sont majoritairement féminins (58,6%) que masculins (41,4%).

Figure3. Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels par sexe

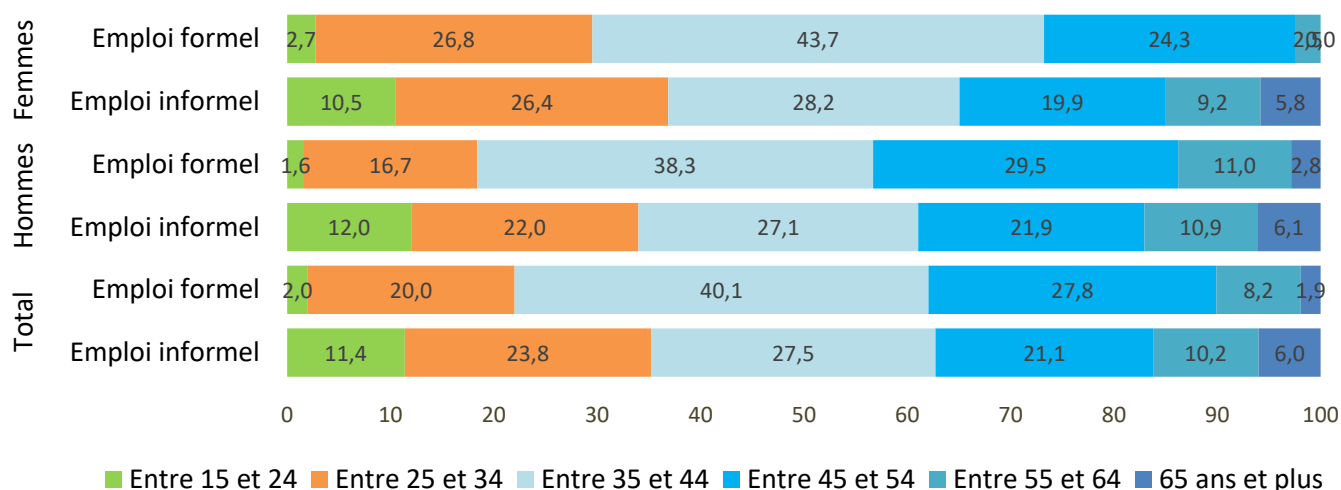


Source INSEED, enquête sur l'économie informelle, 2022

Dans cette partie, l'analyse permet de faire la relation entre les emplois principaux informels et formels et les groupes d'âges et le sexe. La majorité des emplois informels est occupée par des individus âgés entre 35 et 44 ans, soit 27,5% suivi de la tranche d'âge 24-34 ans (23,8%). Selon le sexe, ce sont les femmes âgées de 35-44 ans qui exercent beaucoup plus des emplois informels (28,2%) par rapport aux hommes (27,1%).

Ceci suggère qu'aux Comores les jeunes et les travailleurs âgés de plus de 65 ans sont plus exposés à l'informalité.

Figure4. Nombre et % répartition des emplois principaux informels et formels par groupe d'âge et sexe



La figure6 ci-dessous permet de savoir dans quelle mesure l'économie informelle absorbe les travailleurs peu scolarisés mais aussi savoir qu'avec un niveau d'éducation élevé constitue un atout pour accéder à des emplois formels.

Un peu plus de 60% des personnes ayant des emplois informels au Comores ont un niveau élevé d'éducation moins que la base (sans niveau d'éducation aucune) contre près de 11% qui ont un niveau avancé. On examine, une situation contraire côté des emplois formels où environs quatre personnes sur dix (41,6%) ayant des emplois formels ont un niveau élevé d'éducation plus avancé contre 20% qui ont niveau moins que la base .

Dans le groupe des femmes ayant des emplois informels, la proportion qui ont un niveau élevé d'éducation moins que la base est plus que la moitié. En effet, dans l'ensemble des femmes ayant des emplois informels, près de 66% ont un niveau élevé d'éducation moins que la base . Tandis que chez les hommes cette proportion est seulement de 59,6% . Plus il est élevé, le niveau d'éducation, moins la personne a un emploi informel.

Par rapport au milieu de résidence (figure6), 68,1% des emplois informels et 52% des emplois formels sont dans le milieu rural. Ceci montre que les principaux emplois formels et informels aux Comores se trouvent en milieu rural,

Figure5. Répartition des principaux emplois informels et formels selon le plus haut niveau d'éducation et le sexe

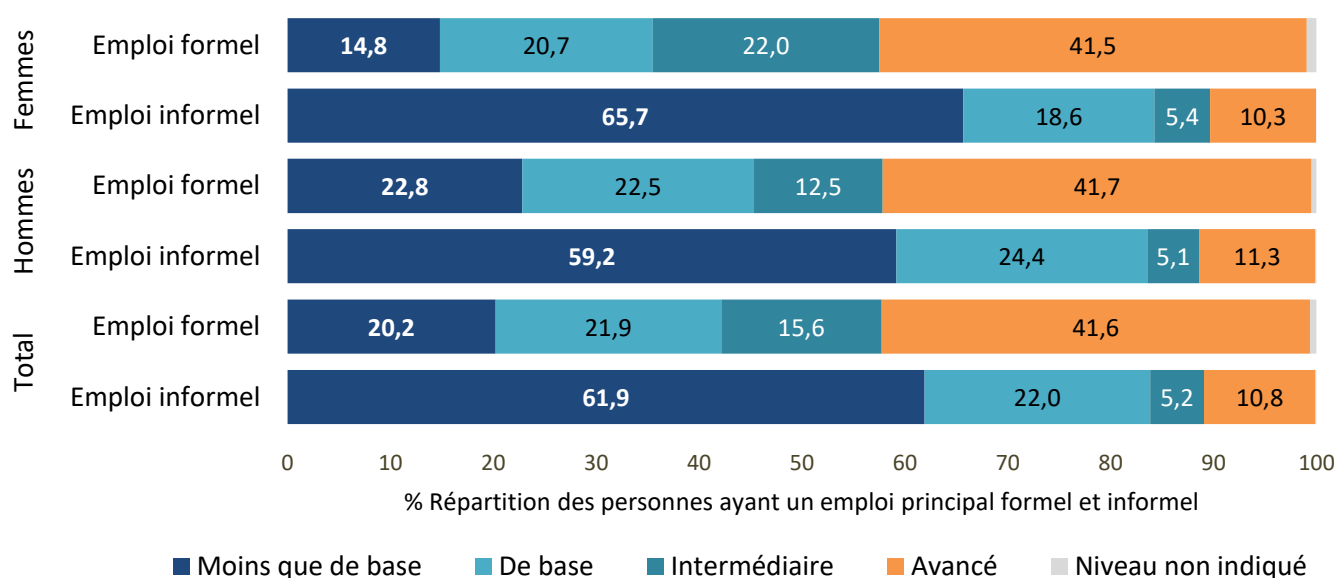
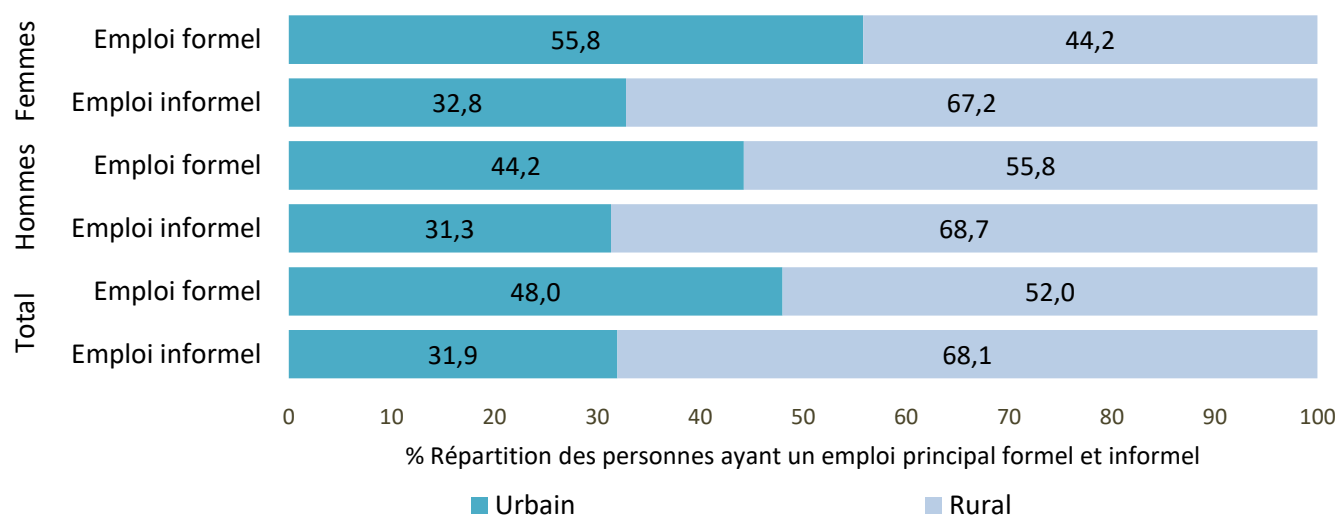


Figure6 : Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels selon le milieu de résidence et le sexe



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

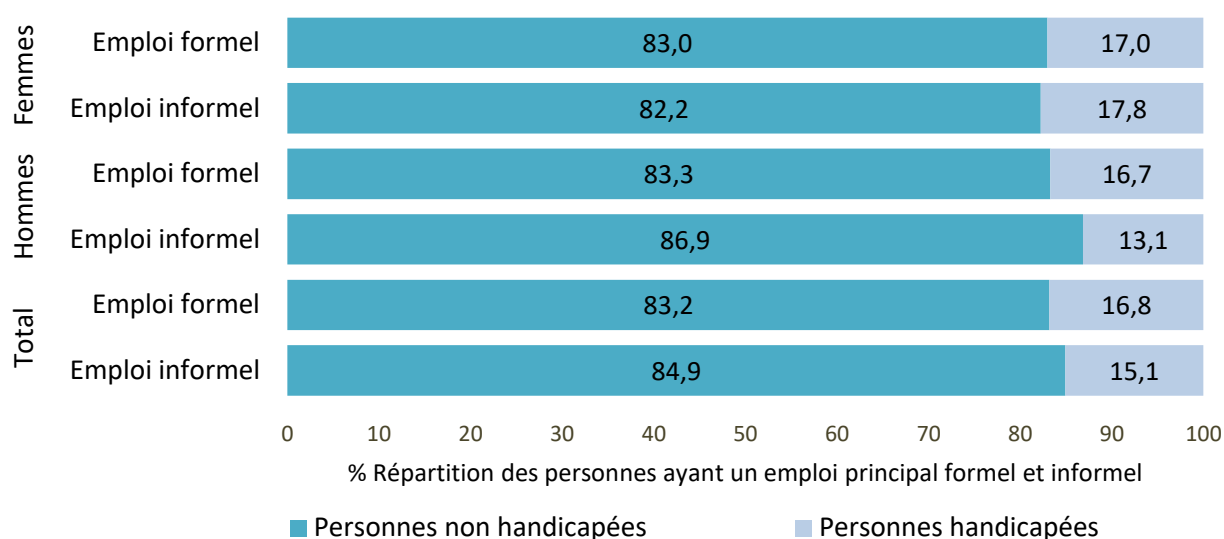
L'article 27 relatif au « Travail et emploi » de la convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif, il a été reconnu aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit au travail, notamment à la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouverts, favorisant l'inclusion et accessibles aux personnes handicapées. Ils garantissent et favorisent l'exercice du droit au travail, y compris pour ceux qui ont acquis un handicap en cours d'emploi, en prenant des mesures appropriées, y compris des mesures législatives.

On estime à un milliard le nombre de personnes handicapées dans le monde, soit 15 % de la population mondiale. La plupart d'entre elles sont en âge de travailler. De nouveaux indicateurs du marché du travail sont désormais disponibles sur ILOSTAT et révèlent les nombreux défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées par rapport aux personnes non handicapées lorsqu'il s'agit du monde du travail.

(ILOSTAT, Handicap, juin2022)

Selon la figure7 ci-dessous, En Union de Comores, la participation des handicapées dans le marché de l'emploi, qu'il soit formel ou informel, est très faible. Près de 17% des handicapés ont un emploi formel et 15% un emploi informel. Si les emplois des femmes handicapées sont presque répartis d'une façon égale entre les emplois formels et informels (17% et 17,8% respectivement) , cette répartition n'est particulièrement pas la même chez les emplois des hommes handicapés. En effet, les hommes handicapés ont beaucoup plus des emplois formels qu'informel. Près de 17% des emplois des hommes handicapés sont formels contre 13% des emplois informel. Cela suggère que les femmes sont doublement désavantagées sur le marché du travail, à la fois en raison de leur sexe et de leur handicap.

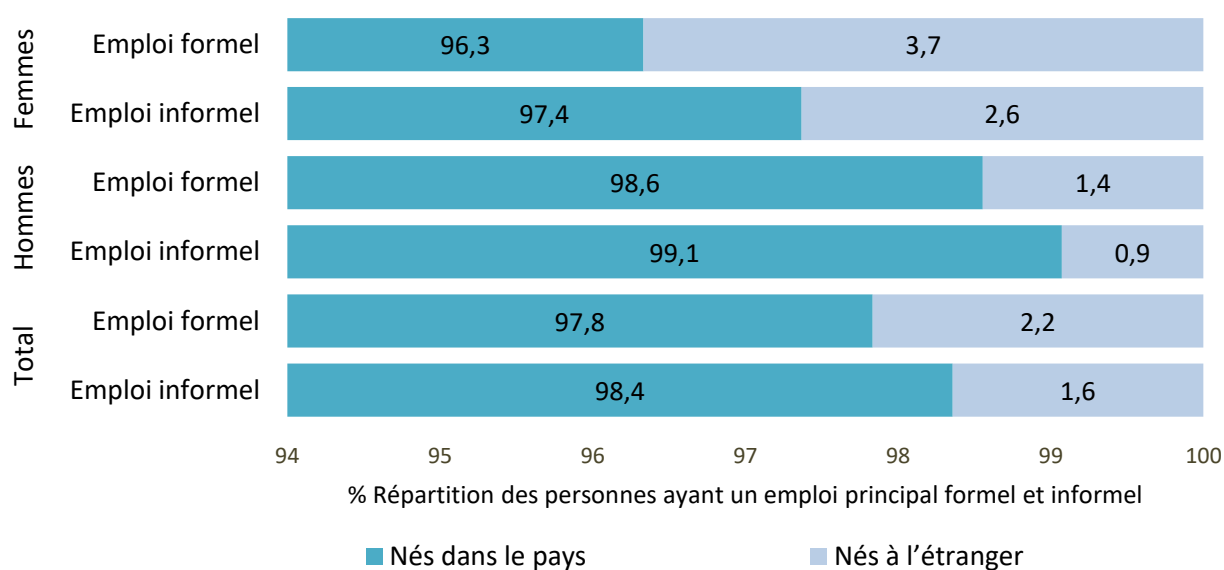
Figure7. Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels selon la situation de handicap et le sexe.



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

La situation des personnes de nationalité étrangère ou d'origine étrangère sur le marché du travail est préoccupante. La différence en termes de taux d'emploi entre les personnes nées aux Comores et celles nées à l'étranger est énorme. En effet, presque la totalité des emplois formels et informels (97,8% et 98,4% respectivement) sont détenus par des personnes nées dans le pays. Cette tendance persiste entre homme et femme. Dans l'ensemble des emplois informels détenus par les hommes, seulement 0,9% des personnes sont nées à l'étranger contre 99,1% nées aux pays. Cet indicateur, reste un peu plus élevé chez les femmes mais reste toujours très faible (2,6%).

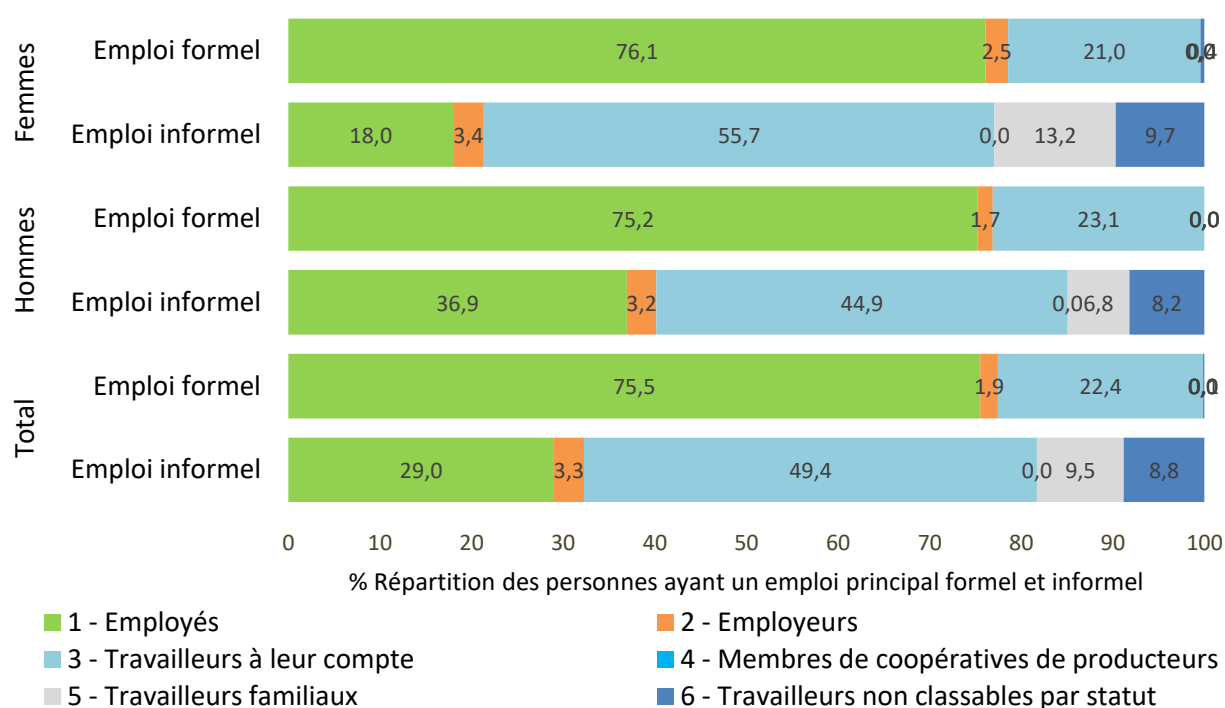
Figure9 Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels par lieu de naissance et par le sexe.



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

II - C Composition de l'emploi informel et formel par caractéristiques liées à l'emploi

Figure10 : Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels selon le statut dans l'emploi et le sexe



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

Environ 80% des personnes en emploi au Comores (emploi formel ou emploi informel) , travaillent dans des locaux non fixes . 5,7% des gens en emploi formel exercent leur activité dans un domicile et seulement 8,5% ont un local visible fixe pour leur activité. 12, 4% des personnes ayant des emplois informels ont un lieu de travail leur domicile contre 5,5% qui ont un lieu de travail visible et fixe. Il est noté que au moins 75% des hommes ou des femmes en emplois ont des locaux non fixes. Cela peut être expliqué par un très fort pouvoir d’attraction des marchés sur les lieux publics où par exemple les commerçants « ambulants » dominent, comparés aux commerçants détenteurs de locaux.

Tableau5. Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels selon le lieu de travail et le sexe

		Locaux visibles fixes	Domicile	Locaux non fixes	Total
Total	Emploi informel	5,5	12,4	82,1	100,0
	Emploi formel	8,5	5,7	85,8	100,0
	Total	5,9	11,5	82,6	100,0
Hommes	Emploi informel	5,9	7,2	86,9	100,0
	Emploi formel	9,6	4,7	85,6	100,0
	Total	6,4	6,8	86,7	100,0
Femmes	Emploi informel	5,0	19,6	75,4	100,0
	Emploi formel	6,1	7,7	86,2	100,0
	Total	5,1	18,3	76,6	100,0

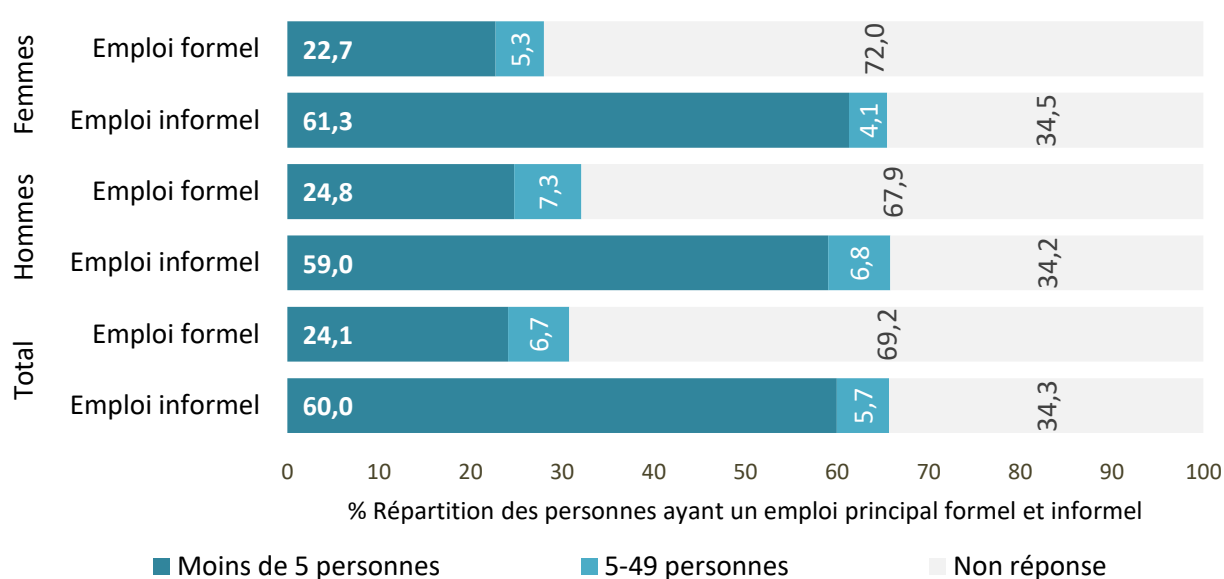
Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

L’emploi informel aux Comores est, pour la plupart, dans des petites entreprises dont la taille est moins de 5 personnes. En effet, six emplois informels sur dix (60%) se situent dans des petites unités dont leur taille est

moins de 5 personnes. Cette tendance s'observe aussi pour les emplois formels d'où 24,1% des personnes en emploi formel exercent leurs activités dans des entreprises de petite taille (moins de 5 personnes).

Selon le sexe, environs 60% des femmes ou des hommes en emploi informel, travaillent dans des petites entreprises de moins de 5 personnes. Seulement, 7,3% des hommes en emploi informel et 4,1% des femmes exercent leurs activités dans entreprises de taille de 5 à 49 personnes.

Figure11. Nombre et répartition des emplois principaux informels et formels selon la taille de l'entreprise et le sexe



Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

III – Exposition à l'informalité / Qui sont les plus exposés à l'informalité ? (incidence de l'informalité parmi divers groupes)

III - A Incidence de l'informalité (exposition) par caractéristiques sociodémographiques

Le marché de l'emploi est principalement dominé par l'emploi informel. En effet 87% des emplois de l'économie comorienne sont informels dont près de 90% sont détenus par des femmes et 85,2% par des hommes. Seulement 10,4% des emplois formels sont détenus par des femmes contre près de 15% qui sont possédés par des hommes . En 2022, quel que soit le statut de l'emploi, hormis les employés, plus de 92% des emplois sont informels et sont détenus majoritairement par des femmes (plus de 92%) . L'emploi informel est plus important dans le statut de l'emploi « travailleurs familiaux » d'où l'ensemble des emplois sont informels (100%).

Cette situation des emplois aux Comores avec la domination de l'emploi informel et détenus majoritairement par des femmes met les travailleurs à un risque élevé de vulnérabilité et de précarité plus particulièrement les femmes.

Tableau6 : Nombre et pourcentage de personnes ayant des emplois principaux informels par sexe

Pourcentage de personnes ayant un emploi principal informel		Sexe		Total
		Hommes	Femmes	
Total	Emploi informel	85,2	89,6	87,0
	Emploi formel	14,8	10,4	13,0
	Total	100,0	100,0	100,0
Employés	Emploi informel	73,9	67,1	72,0

	Emploi formel	26,1	32,9	28,0
	Total	100,0	100,0	100,0
Employeurs	Emploi informel	91,8	92,2	92,0
	Emploi formel	8,2	7,8	8,0
	Total	100,0	100,0	100,0
Travailleurs à leur compte	Emploi informel	91,8	95,8	93,7
	Emploi formel	8,2	4,2	6,3
	Total	100,0	100,0	100,0
Membres de coopératives de producteurs	Emploi informel			
	Emploi formel			
	Total			
Travailleurs familiaux	Emploi informel	100,0	100,0	100,0
	Emploi formel	0,0	0,0	0,0
	Total	100,0	100,0	100,0
Travailleurs non classables par statut	Emploi informel	100,0	99,5	99,8
	Emploi formel	0,0	0,5	0,2
	Total	100,0	100,0	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

III - B Incidence de l'informalité (exposition) par caractéristiques liées à l'emploi

Tableau9 : Nombre et pourcentage de personnes ayant des emplois principaux informels par profession et sexe

	1 - Directeurs, cadres de direction et gérants	2 - Professions intellectuelles et scientifiques	3 - Professions intermédiaires	4 - Employés de type administratif	5 - Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	6 - Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	7 - Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	8 - Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	9 - Professions élémentaires	0 - Professions militaires	X - Non classés ailleurs	Total
Emploi informel	56,4	53,5	67,8	56,6	84,5	99,2	97,3	88,2	93,4	59,6	94,0	87,0
Emploi formel	43,6	46,5	32,2	43,4	15,5	0,8	2,7	11,8	6,6	40,4	6,0	13,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emploi informel	59,1	51,2	68,6	56,6	75,2	99,1	96,7	89,2	93,3	60,6	91,2	85,2
Emploi formel	40,9	48,8	31,4	43,4	24,8	0,9	3,3	10,8	6,7	39,4	8,8	14,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emploi informel	53,0	58,1	66,6	56,5	91,7	99,6	98,6	42,4	93,5	32,6	96,7	89,6
Emploi formel	47,0	41,9	33,4	43,5	8,3	0,4	1,4	57,6	6,5	67,4	3,3	10,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

IV Conditions de travail

IV.a - Revenu du travail

Des revenus mensuels moyens des actifs informels relativement élevés pour les employeurs . Selon le tableau12 ci-dessous, le revenu mensuel moyen des actifs informels pour les employeurs est de **151 688** KMF par mois. Ce revenu varie fortement d'un statut de l'emploi à l'autre, mais aussi selon que l'emploi est détenu par un homme ou une femme. Suivant la situation de l'emploi, les « **Travailleurs à leur compte** » se distingue avec un revenu mensuel moyen faible pour les personnes ayant un emploi informel (93 460 KMF), soit un niveau moyen presque deux fois plus faible que le revenu mensuel moyen des employeurs ayant un emploi informel. Cette tendance persiste selon le sexe, le revenu mensuel moyen chez les hommes ayant un emploi informel avec le statut de l'emploi « employeurs » est de 178 881 KMF contre **120 542** KMF chez les femmes ayant le même statut de l'emploi avec un emploi informel .

Bien que le revenu moyen mensuel des personnes ayant un emploi informel avec le statut de l'emploi « employeurs » soit relativement élevé, le revenu médian est de 75 000 KMF par mois, ceci dit que 50% de ces actifs vivent avec la moitié du revenu moyen mensuel des actifs informels. Il existe une profonde disparité du revenu mensuel entre les actifs suivant leur statut.

Les femmes employeurs ayant un emploi formel sont mieux lotis que les autres femmes ayant un emploi formel dont leurs statuts dans l'emplois est soit « Travailleurs à leur compte » ou employés.

Tableau12: Revenu mensuel du travail des personnes occupant un emploi informel ou formel selon la situation dans l'emploi et le sexe Montant (moyenne, médiane, somme)

Montant (moyenne, médiane, somme)		Employés			Employeurs			Travailleurs à leur compte		
		Moyenne	Médiane	Somme	Moyenne	Médiane	Somme	Moyenne	Médiane	Somme
Total	Emploi informel	96 211	65 000	2 656 006 092	151 688	75 000	378 460 423	93 460	41 667	2 961 379 276
	Emploi formel	139 106	110 000	1 632 963 838	288 832	325 000	70 475 000	320 928	108 333	732 999 502
	Total	109 009	75 000	4 288 969 930	163 905	80 000	448 935 423	108 754	43 333	3 694 378 778
Hommes	Emploi informel	106 705	75 000	2 128 971 342	178 881	108 333	238 270 004	126 793	50 000	1 844 968 770
	Emploi formel	153 052	110 000	1 143 295 588	173 370	150 000	23 925 000	408 794	150 000	652 026 168
	Total	119 330	80 000	3 272 266 930	178 364	108 333	262 195 004	154 651	58 333	2 496 994 938
Femmes	Emploi informel	68 857	50 000	527 034 750	120 542	50 000	140 190 419	65 154	33 333	1 116 410 506
	Emploi formel	114 703	100 000	489 668 250	439 151	325 000	46 550 000	117 523	65 000	80 973 333
	Total	85 272	75 000	1 016 703 000	147 156	54 167	186 740 419	67 178	34 667	1 197 383 840

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

Les salariés (c'est-à-dire les personnes employées occupant un emploi rémunéré) représentent la catégorie de statut d'emploi généralement associée à une plus grande sécurité d'emploi et à de meilleures conditions de travail en général, tandis que les travailleurs indépendants et les travailleurs familiaux contribuant à l'entretien de la maison constituent deux catégories de statut d'emploi considérées comme vulnérables. Bien que cela soit vrai en termes généraux, il est nécessaire de garder à l'esprit que certains employés ne disposent pas des éléments de base d'un travail décent (comme le fait de ne pas être couvert par la sécurité sociale et/ou le dialogue social) alors que certains travailleurs indépendants et travailleurs familiaux contribuant ne sont pas dans une situation précaire ou vulnérable. Ainsi, si la part des travailleurs indépendants et des travailleurs familiaux qui contribuent à l'entreprise est un indicateur valable et raisonnable pour mesurer la vulnérabilité, il est néanmoins imparfait.

ILOSTAT , emploi rémunéré vs emploi vulnérable , 18 juin 2018

IV.b – Type et durée du contrat de travail des salariés

Les deux tableaux ci-dessous traitent les contrats des salariés, il s'agit de savoir si les salariés avec contrat oral, sans contrat ou temporaires sont plus exposés à l'informalité que les autres. On constate que dans l'emploi informel, environs deux personnes sur trois (65,5%) n'ont aucun contrat de travail contre 24,2% qui ont un accord oral , 9,9% qui ont un contrat écrit , près de 42% avec un contrat temporaire et seulement 4,6% qui détiennent des contrats permanent .

Selon le sexe , chez les hommes en emploi informel , 63,3% disent n'avoir aucun contrat contre 71,9% chez les femmes .

Tableau 14 : Type de contrat de travail des salariés (écrit, oral, aucun)

		Type de contrat de travail			
		Écrit	Oral	Aucun/NSP	Total
Employés					
Total	Emploi informel	9,9	24,2	65,9	100,0
	Emploi formel	8,8	1,7	89,5	100,0
	Total	9,6	17,9	72,5	100,0
Hommes	Emploi informel	9,0	27,1	63,8	100,0
	Emploi formel	9,8	2,0	88,1	100,0
	Total	9,2	20,6	70,2	100,0
Femmes	Emploi informel	12,2	15,9	71,9	100,0
	Emploi formel	6,7	1,1	92,2	100,0
	Total	10,4	11,0	78,6	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

Tableau15 – Type de contrat de travail des salariés / Temporaire ou permanent

		Type de contrat de travail			
		1 - Permanent	2 - Temporaire	3 - NSP	Total
Employees					
Total	Emploi informel	4,6	41,7	53,7	100,0
	Emploi formel	5,9	5,4	88,7	100,0
	Total	4,9	31,5	63,5	100,0
Hommes	Emploi informel	4,4	45,0	50,6	100,0
	Emploi formel	6,5	6,3	87,3	100,0
	Total	4,9	34,9	60,1	100,0
Femmes	Emploi informel	5,1	32,2	62,7	100,0
	Emploi formel	4,6	3,6	91,8	100,0
	Total	4,9	22,8	72,3	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

V – Vulnérabilités contextuelles

V - A La dimension ménage [vulnérabilités contextuelles]

Avec un taux de 96,1% des personnes ayant des emplois informels vivant dans des ménages entièrement informels (des ménages dont tous les membres ont des emplois informels), cette forme de vulnérabilité affecte plus les hommes que les femmes (93,5% et 89% respectivement). Contrairement aux *Personnes ayant un emploi principal informel vivant dans des ménages dont au moins un membre du ménage cotise à la sécurité sociale*(tableau17), il a été constaté, un taux plus élevé chez les femmes que les hommes (6,5% et 3,5% respectivement).

Tableau16 - Personnes ayant un emploi principal informel ou formel vivant dans des ménages entièrement formels/mixtes/entièrement informels par sexe

	Informalité au sein des ménages (parmi tous les membres du ménage en situation d'emploi)			
	Ménages entièrement informel	Ménages mixtes (formels et informels)	Ménages entièrement formel	Total

Emploi informel	91,6	8,4	0,0	100,0
Emploi formel	0,0	46,6	53,4	100,0
Total	79,7	13,3	6,9	100,0
Emploi informel/homme	93,5	6,5	0,0	100,0
Emploi formel/homme	0,0	47,1	52,9	100,0
Total	79,7	12,5	7,8	100,0
Emploi informel/femme	89,0	11,0	0,0	100,0
Emploi formel/femme	0,0	45,4	54,6	100,0
Total	79,8	14,6	5,7	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022

89

Tableau17- Personnes ayant un emploi principal informel ou formel vivant dans des ménages dont au moins un membre du ménage cotise à la sécurité sociale

Répartition		Nombre de membres du ménage cotisant à la sécurité sociale		
		Au moins un	Aucun	Fully formal HH
Total	Emploi informel	4,8	95,2	100,0
	Emploi formel	58,1	41,9	100,0
	Total	11,7	88,3	100,0
Hommes	Emploi informel	3,5	96,5	100,0
	Emploi formel	56,2	43,8	100,0
	Total	11,3	88,7	100,0
Femmes	Emploi informel	6,5	93,5	100,0
	Emploi formel	62,0	38,0	100,0
	Total	12,3	87,7	100,0

Source INSEED, enquête sur l'économie informel, 2022